

Rapport du

# FORUM **MONDIAL** POUR L'AGRO-INDUSTRIE

New Delhi (Inde), 8-11 avril 2008

**AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ ET L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT**



Rapport du

# FORUM MONDIAL POUR L'AGRO-INDUSTRIE

New Delhi (Inde), 8-11 avril 2008

**AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ ET L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT**

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE  
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL  
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de l'Organisation des Nations pour l'alimentation et l'agriculture, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités. Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Le terme «pays», tel qu'il apparaît dans le texte, se réfère sans aucune distinction à des pays, territoires et zones.

Les conclusions figurant dans ce rapport sont jugées pertinentes au moment de leur rédaction, mais pourraient être modifiées à la lumière de nouvelles informations acquises à des stades ultérieurs du projet.

ISBN 978-92-5-206072-7

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques, Division de la communication, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org)

© FAO 2009

Photographies: © ICAR

# Table des matières

<b>Pays membres présents</b>	<b>v</b>
<b>1. Introduction</b>	<b>1</b>
Cérémonie d'ouverture	1
Déclaration du Ministre de l'agriculture de l'Union indienne	1
Déclaration du Président du FIDA	2
Déclaration du Directeur général de l'ONUDI	2
Déclaration du Directeur général de la FAO	2
Déclaration du Premier Ministre indien après avoir reçu la médaille Agricola de la FAO	3
<b>2. Discours plénières</b>	<b>5</b>
Exposés thématiques: mise en perspective	5
L'importance des agro-industries	6
Exposés thématiques: de nouveaux rôles pour les secteurs public et privé	7
Exposés thématiques: garantir la participation de tous et l'impact sur le développement	10
<b>3. Tables rondes sur la compétitivité</b>	<b>13</b>
Table ronde 1 - Comprendre les marchés: études de marché et intelligence commerciale	13
Table ronde 2 - Répondre aux besoins des consommateurs: qualité, sécurité et préoccupations nouvelles	14
Table ronde 3 - Améliorer la productivité: acquisition et utilisation des technologies	14
Table ronde 4 - Renforcer les relations commerciales: développement de la chaîne de valeur	15
Table ronde 5 - Différencier les produits: stratégies de marques et certification	16
Table ronde 6 - Attirer les investissements: financement des agro-industries et autres entreprises agricoles	16
Table ronde 7 - Rester compétitif: innovation, développement de produits et adaptation	17
Table ronde 8 - Améliorer l'efficacité: gestion des opérations agro-industrielles	17
Table ronde 9 - Organiser les petits exploitants: organisation et coopératives de producteurs	18
Table ronde 10 - Etablir des réseaux : pôles de compétitivité et parcs industriels	19
Table ronde 11 - Réduire les coûts: développement des infrastructures	20
Table ronde 12 - Mise en valeur des ressources humaines	20
<b>4. Ateliers régionaux</b>	<b>23</b>

Rapport de l'atelier régional sur l'Afrique	23
Rapport de l'atelier régional sur l'Asie et le Pacifique	24
Rapport de l'atelier régional sur l'Europe de l'Est et l'Asie Centrale	25
Rapport de l'atelier régional sur l'Amérique Latine et les Caraïbes	26
Rapport de l'atelier régional sur le Proche-Orient	27
Séance plénière sur les résultats des ateliers régionaux	28
<b>5. Cérémonie de clôture</b>	<b>29</b>
Déclaration conjointe du FIDA, de la FAO et de l'ONUDI	29
Déclaration du Ministre de l'Union indienne de l'industrie de transformation alimentaire	29
Engagements de la FAO, de l'ONUDI et du FIDA	30
<b>ANNEXES</b>	
<b>A. Liste des acronymes et abréviations</b>	<b>31</b>
<b>B. Liste des délégués et des observateurs</b>	<b>33</b>
<b>C. Résumé des discussions du Forum électronique</b>	<b>49</b>
Contexte	49
Comprendre les marchés: études de marchés et intelligence commerciale	49
Renforcer les relations commerciales: développement des chaînes de valeur	50
Organiser les petits exploitants: organisations et coopératives de producteurs	50
Établir des réseaux : pôles de compétitivité et parcs industriels	50
Répondre aux besoins des consommateurs: qualité, sécurité et préoccupations nouvelles	50
Différencier les produits: stratégies de marques et certification	51
Rester compétitif: innovation, adaptation des produits et développement	51
Mise en valeur des ressources humaines	51
Améliorer la productivité: acquisition et utilisation de technologies	51
Attirer les investissements: financement des agro-industries et autres entreprises agricoles	51
Améliorer l'efficacité: la gestion des opérations agro-industrielles	51
Réduire les coûts : développement des infrastructures	52
<b>D. Evènements parallèles organisés durant le Forum</b>	<b>53</b>
1. L'innovation au sein des agro-industries indiennes	53
2. Cas pratiques agro-industriels: sélection de cas pratiques internationaux et des meilleures pratiques en termes de développement agro-industriel	53
<b>E. Equipe organisatrice du GAIF</b>	<b>55</b>

# Pays membres présents

Afghanistan	Géorgie	Pakistan
Afrique du Sud	Ghana	Panama
Algérie	Grenade	Paraguay
Allemagne	Guatemala	Pays-Bas
Angola	Guinée	Philippines
Arabie saoudite	Guinée-Bissau	République arabe syrienne
Argentine	Guinée équatoriale	République démocratique du Congo
Arménie	Guyana	République démocratique populaire Lao
Bangladesh	Haïti	République islamique d'Iran
Belgique	Honduras	République de Moldova
Belize	Hongrie	République-Unie de Tanzanie
Bénin	Inde	Roumanie
Bhoutan	Indonésie	Rwanda
Botswana	Iraq	Sainte Lucie
Brésil	Israël	Salvador
Burkina Faso	Jamaïque	Sénégal
Burundi	Japon	Sierra Leone
Cambodge	Jordanie	Slovaquie
Cameroun	Kenya	Slovénie
Canada	Kirghizistan	Sri Lanka
Chili	Lesotho	Swaziland
Chine	Liban	Suisse
Colombie	Libéria	Tchad
Comores	Madagascar	Thaïlande
Congo	Malawi	Togo
Costa Rica	Malaisie	Trinité-et-Tobago
Côte d'Ivoire	Maldives	Turquie
Croatie	Mali	Uruguay
Cuba	Maroc	Venezuela
Djibouti	Maurice	Viet Nam
Equateur	Mongolie	Yémen
Egypte	Mozambique	Zambie
Espagne	Myanmar	Zimbabwe
Erythrée	Namibie	
Ethiopie	Népal	
Fédération de Russie	Nicaragua	
Fidji	Niger	
France	Nigéria	
Gambie	Ouganda	

## Chapitre 1

# Introduction

1. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Fonds international de développement agricole, en collaboration avec le gouvernement indien, ont réuni des ministres et des fonctionnaires chargés de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, des dirigeants de l'industrie alimentaire, des spécialistes de l'industrie agro-alimentaire et des représentants de la société civile à l'occasion du premier Forum mondial pour l'agro-industrie (GAIIF) qui s'est tenu à New Delhi du 8 au 11 avril 2008. Près de 500 délégués nationaux avec des postes de haut niveau ainsi que des professionnels du secteur privé en provenance de 111 pays ont discuté de la contribution des agro-industries au développement économique et des difficultés qu'elles doivent affronter. Le Forum a également encouragé le dialogue entre le secteur privé et public afin de stimuler des partenariats qui pourraient contribuer au développement des agro-industries.

2. Dans ce rapport, le terme « agro-industrie » se réfère à la mise en place de liens entre les entreprises et les chaînes de production au service du développement, de la transformation et de la distribution d'intrants spécifiques et de produits dans le secteur agricole.

3. Le Forum mondial s'est efforcé d'élaborer une vision partagée sur les questions cruciales de développement futur des agro-industries, les facteurs clés qui ont une incidence sur la concurrence et les domaines d'action possibles pouvant encourager le développement des agro-industries. Ce forum avait pour objectif de tirer des enseignements des principales expériences réussies afin d'encourager les agro-industries concurrentielles dans le monde en développement, de garantir une collaboration plus solide et des activités conjointes entre les organisations multilatérales qui contribuent au développement de l'agro-industrie, d'établir clairement quels sont les rôles du secteur public, des organisations multilatérales et du secteur privé dans le développement agro-industriel. Le Forum visait également à pousser les organisations multilatérales et les institutions financières à lancer des initiatives aux niveaux national et régional pour stimuler le développement agro-industriel.

### CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

4. Son Excellence Sri Sharad Pawar, Ministre de l'agriculture, des consommateurs, de la distribution alimentaire publique de l'Union indienne, a inauguré le Forum avec Dr Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, M. Kandeh K. Yumkella, Directeur général de l'ONUDI et M. Lennart Båge, Président du FIDA. La Cérémonie d'ouverture du Forum s'est tenue le 9 avril 2008.

### DÉCLARATION DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE DE L'UNION INDIENNE

5. Son Excellence Sri Sharad Pawar, Ministre de l'agriculture, des consommateurs, de la distribution alimentaire publique de l'Union indienne, a prononcé une déclaration au Forum. Son Excellence a rappelé aux participants que la nourriture est un besoin fondamental de l'humanité que l'agriculture satisfait. Étant donné que près de 50 pour cent de la population mondiale subsiste grâce à l'agriculture, le développement de l'agriculture est donc essentiel pour réduire la pauvreté et la faim. Faisant allusion au fossé qui sépare les pays industrialisés et en développement en matière de transformation et de valeur ajoutée des produits agro-alimentaires, son Excellence a demandé aux pays en développement d'exploiter leur vaste potentiel de croissance agro-industrielle. Les agro-industries sont le fondement d'une solide économie rurale non agricole, pouvant contribuer à augmenter la productivité agricole.



Son Excellence Sri Sharad Pawar

## DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU FIDA

6. Dans sa déclaration au Forum, M. Lennart Båge, Président du FIDA, a remarqué que la forte participation à ce Forum montrait bien l'importance accordée aux agro-industries dans le monde. Durant ses 30 années d'activité, le FIDA qui est à la fois une institution financière et une organisation des Nations Unies, s'est concentrée sur les petits propriétaires agricoles et sur d'autres groupes ruraux pauvres afin de leur permettre d'augmenter leur productivité et leurs revenus pour sortir de la pauvreté. Dans l'état actuel des choses cependant, il est urgent de lier plus efficacement l'économie des petits propriétaires ruraux aux processus économiques modernes. Les agro-industries sont la clef de ce lien. Transformer les aliments crus les rend moins périssables, augmente leur valeur et par voie de conséquence les rendements des agriculteurs. Les agro-industries sont également une source importante d'emploi dans les zones rurales où il est crucial de créer plus de possibilités d'emploi. Il faut renforcer tous les liens de la chaîne de valeur, de l'agriculteur jusqu'au commerçant, en passant par le conditionneur et les marchés pour arriver au consommateur final. M. Båge a mis en évidence le rôle crucial des agro-industries dans la construction d'un lien dynamique entre le producteur primaire et le consommateur en bout de chaîne et leur capacité à renforcer la disponibilité alimentaire, l'emploi et les exportations.

## DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ONU DI

7. Le Directeur général de l'ONU DI, M. Kandeh K. Yumkella a déclaré que les défis qui accompagnent les changements climatiques auront une influence dans les années à venir sur tous nos efforts pour le développement et tout particulièrement sur le secteur agro-industriel. Il a aussi ajouté que ce secteur peut jouer un rôle crucial pour répondre à ces difficultés



M. Lennart Båge, Président du FIDA

mondiales. M. Yumkella a remarqué que pour le système des Nations Unies et ses partenaires dans le développement, le défi consiste à coopérer: pour aider les entreprises agro-industrielles à se développer et à prospérer; pour fournir des emplois et créer de la richesse; et encourager ainsi un développement humain et économique durable. Il a ajouté que le développement des agro-industries rurales peut jouer un rôle majeur pour stabiliser et régénérer les pays qui ont subi des conflits internes ou des catastrophes naturelles, en fournissant des emplois dans les zones touchées et en réduisant ainsi la migration dans les villes de jeunes non qualifiés. C'est à ce niveau que la création et le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) qui ajoutent de la valeur aux produits, peut servir de fondement à la création de richesses et de croissance économique aboutissant à l'intégration aux marchés mondiaux. Cependant, le développement agro-industriel dépend des politiques et de la participation d'autres ministères: agriculture, énergie, environnement, transport, éducation et finances, selon la structure gouvernementale. C'est grâce à une telle coopération qu'une base plus vaste de politiques interdépendantes et de soutien institutionnel, nécessaires au développement des agro-industries, peut être établie.

## DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO

8. Le Directeur général de la FAO, Dr Jacques Diouf a prononcé une déclaration au Forum. Dans son message, Dr Diouf a insisté sur le fait que l'agriculture faisait de nouveau partie de l'agenda international. Les prix plus élevés des produits agricoles sur les marchés internationaux et nationaux ont propulsé l'agriculture au centre du débat mondial. Depuis les années 70, la part détenue par les pays en développement dans le commerce mondial de produits transformés a très peu augmenté, malgré les accords commerciaux



M. Kandeh K. Yumkella, Directeur général de l'ONU DI



Dr Jacques Diouf, Directeur général de la FAO

internationaux, passant de 13,4 pour cent en 1980 à 13,7 pour cent en 2001. Il y a eu surtout, une augmentation marquée des importations de produits alimentaires par les pays en développement, plus de deux tiers sous forme de produits transformés. Si les agro-industries doivent devenir productives et concurrentielles, il sera nécessaire de mettre en place des organisations qui promeuvent les exportations et les investissements ainsi que des organismes de certification. La création en 2007 de la Division de la FAO pour les infrastructures rurales et les agro-industries, a permis de préparer ce Forum, vu que les travaux dans ces deux domaines sont étroitement liés. Dans les régions rurales, les infrastructures sous forme d'irrigation, d'énergie, de routes d'accès et d'installations de stockage sont vitales pour que les agriculteurs deviennent des fournisseurs fiables du secteur agro-industriel. Le Directeur général s'est joint à son collègue de l'ONUDI pour signaler que la FAO, l'ONUDI et le FIDA ont uni leurs forces pour mettre en œuvre dans plusieurs pays, des projets concernant la transformation agro-industrielle et la valeur ajoutée. Il a remercié le Gouvernement indien d'accueillir le Forum et de l'excellence de ses installations.



Son Excellence M. Manmohan Singh recevant la Médaille Agricola de la FAO

## DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE INDIEN APRÈS AVOIR REÇU LA MÉDAILLE AGRICOLA DE LA FAO

9. Son excellence M. Manmohan Singh, Premier Ministre indien, s'est adressée au Forum mondial pour l'agro-industrie le 10 avril 2008. Dr Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, a conféré la plus haute récompense de la FAO la « médaille Agricola » à son Excellence pour son soutien aux programmes de développement social et agricole qui profitent non seulement aux agriculteurs indiens, mais suggèrent également une voie à suivre pour le reste du monde en développement. La Médaille Agricola est attribuée aux personnalités émérites qui œuvrent en faveur de la réduction de la pauvreté et de la faim.

10. Dans la déclaration qu'il adressa après avoir reçu la Médaille Agricola, son Excellence a souligné qu'il était important de réunir des experts concernés par le développement agricole et agro-industriel. Son Excellence a remercié la FAO, l'ONUDI et le FIDA pour leur collaboration et leurs activités avec ceux qui s'engagent à améliorer les conditions de vie des agriculteurs en Inde et dans le reste du monde en développement. Bien que la technologie moderne ait multiplié les options dont disposent les agriculteurs et les planificateurs, le monde doit toujours faire face à des pénuries alimentaires et à la hausse des prix. Il est important que la communauté mondiale affronte ce problème directement. De nouvelles technologies, de nouvelles structures organisationnelles et surtout une nouvelle entente entre les agriculteurs, les techniciens, les scientifiques, les administrateurs, les hommes d'affaires, les banquiers et les consommateurs sont nécessaires. Il faut donc trouver des solutions créatives et imaginatives qui augmentent la productivité agricole, les revenus des exploitations agricoles, la production alimentaire tout en contribuant à la hausse du pouvoir d'achat des pauvres. Son Excellence a exprimé l'espoir sincère que ce Forum propose de nouvelles idées pour un nouveau contrat social qui renforcera la sécurité alimentaire et améliorera le bien-être des agriculteurs.

## Chapitre 2

# Discours pléniers

11. Huit discours pléniers furent prononcés pendant les deux premiers jours du Forum par des conseillers politiques éminents et par des représentants du secteur privé. Le développement d'agro-industries concurrentielles, thème principal du Forum fut développé durant les discours pléniers au cours desquels furent également soulevés des sujets concernant l'intégration durable des petits agriculteurs à ce développement<sup>1</sup>.

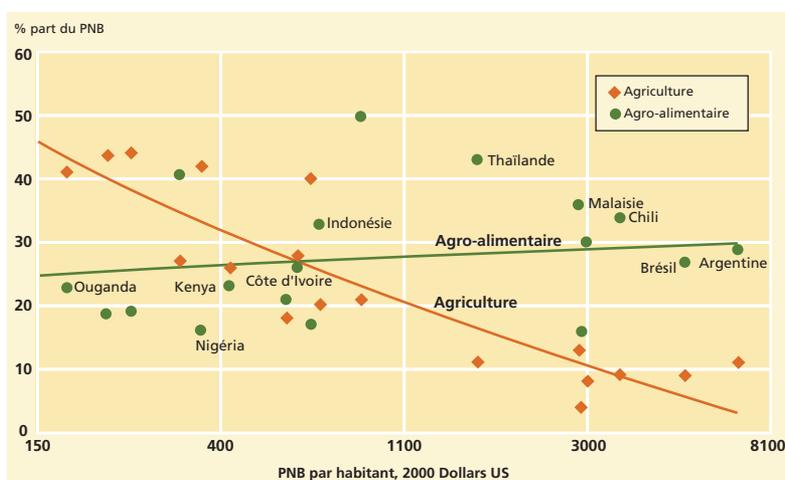
### EXPOSÉS THÉMATIQUES: MISE EN PERSPECTIVE

12. Le premier discours plénier s'est concentré sur le thème: « Agriculture pour le développement: implications pour les agro-industries » et fut prononcé par Alain de Janvry, de l'Université de Californie de Berkeley. S'inspirant du Rapport sur le développement mondial de la Banque mondiale 2008 (WDR, 2008), dont il fut un des collaborateurs, il a attiré l'attention sur le fait que 75 pour cent des pauvres de la planète vivent dans des zones rurales et que l'agriculture est leur moyen d'existence principal. La hausse des revenus s'accompagne de la diminution de l'importance relative

de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB), tandis que celle des agro-industries augmente. Cette tendance met en lumière l'importance du développement agro-industriel dans le contexte des stratégies de réduction de la pauvreté. Bien que le potentiel de l'agriculture et des agro-industries comme moteur de croissance ait été sous-exploité, de nouvelles possibilités sont apparues avec l'évolution de la demande alimentaire, le renouvellement des incitations aux investissements dans ce secteur, les récentes innovations techniques et les nouveaux modèles commerciaux diffusés dans le monde entier. Il y a cependant des difficultés à surmonter, notamment le besoin de prendre en considération les problématiques des dépenses publiques dans l'agriculture, l'existence de contraintes que le secteur public exerce sur l'investissement privé dans l'agriculture, le besoin de faire en sorte que la croissance agricole soit plus en faveur des pauvres et le besoin de garantir un environnement durable.

13. Pour stimuler la capacité qu'ont les agro-industries de développer la croissance, plusieurs « points

### Comment l'agriculture participe au développement Les transformations structurelles



#### Le secteur agro-alimentaire, une composante essentielle de l'agriculture pour le développement :

- Rôle clé pour répondre efficacement à la demande des consommateurs
- Importance du secteur agro-alimentaire dans le PNB

Source: Présentation du Prof. Alain de Janvry au GAIF

<sup>1</sup>Toutes les présentations mentionnées dans ce rapport peuvent être téléchargées depuis le site internet <http://www.gaif08.org>

d'entrée politiques » ont été proposés: les politiques doivent être réglées en fonction des spécificités des paramètres du pays, tels qu'ils sont globalement définis par les trois catégories proposées dans le Rapport sur le développement mondial (WDR, 2008): pays à base agricole, en transformation ou urbanisés. Les options politiques devant bénéficier de la tendance actuelle à la hausse des prix des denrées alimentaires doivent être adoptées, notamment les investissements en matière d'amélioration de la productivité, des infrastructures et du développement institutionnel. Les politiques se concentrant sur l'accès aux marchés, sur l'amélioration des chaînes de valeur et sur le développement agro-industriel constituent d'autres points d'entrée. Une seconde révolution verte permettant une augmentation exponentielle des rendements des céréales vivrières a été recommandée pour améliorer la compétitivité des petits agriculteurs. Lorsque l'agriculture familiale devient commerciale, les politiques encourageant l'accès aux biens productifs et aux marchés deviennent importantes. L'exposé a présenté d'autres points d'entrée, notamment les marchés du travail agricole, l'économie rurale non agricole et le besoin d'investissements dans le développement des ressources humaines. L'exposé s'est terminé sur une discussion des conditions nécessaires à la mise en œuvre réussie des politiques, consistant notamment à prendre conscience du potentiel de l'agriculture pour le développement, du besoin de nouvelles approches permettant de bien investir dans le domaine de l'agriculture pour le développement et des capacités permettant d'appliquer ces politiques aux niveaux

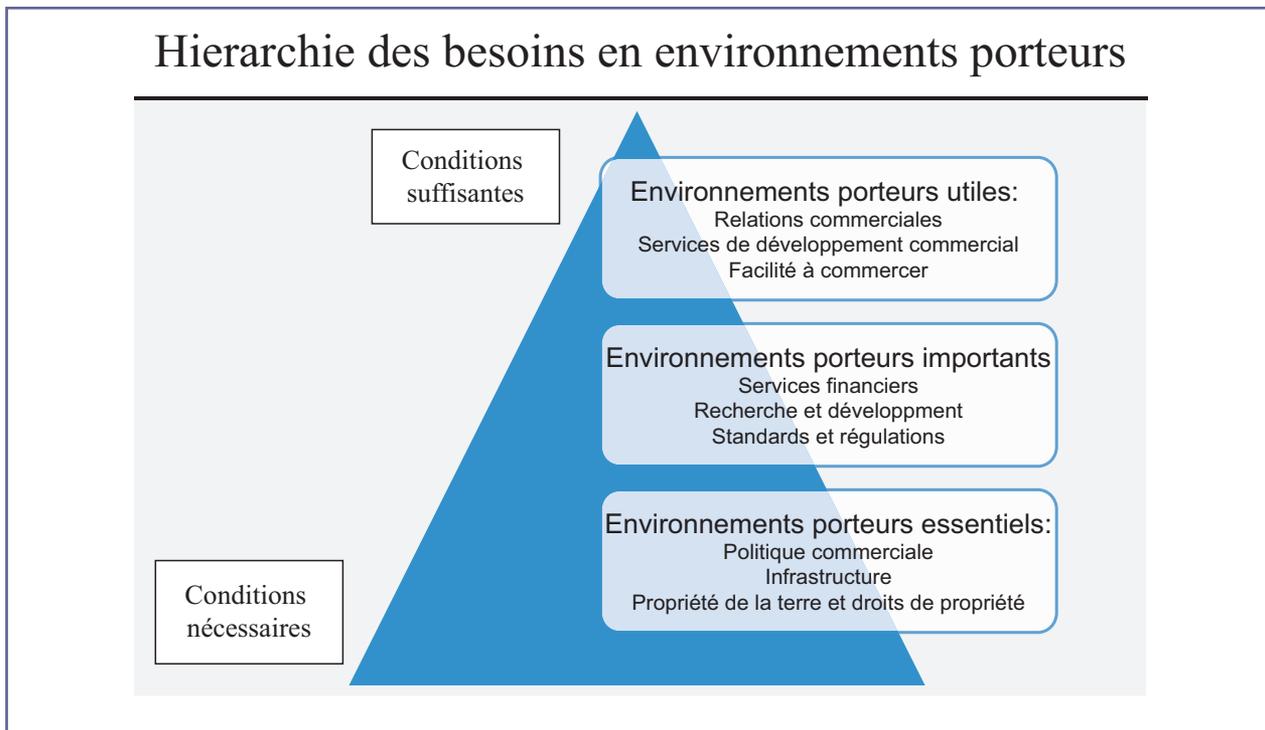
individuel (entreprises), collectif (leadership), national (gouvernance) et international.

**14.** La seconde présentation plénière sur « les agro-industries : tendances caractéristiques et impacts sur le développement » a été présentée par le Prof. John Wilkinson, maître de conférence au Centre d'études du troisième cycle sur le développement agricole à l'Université rurale fédérale de Rio de Janeiro, Brésil. L'intervenant a remarqué que la croissance de la population dans tous les pays en développement est un phénomène absolument urbain, de telle sorte que les agro-industries établissent un lien fondamental entre la production alimentaire et la consommation. L'ONUDI a estimé que la valeur ajoutée des agro-industries équivaut à environ 4,5 pour cent du PIB des pays en développement. Cependant, les données utilisées pour calculer ces chiffres sous-estiment l'importance réelle de la valeur ajoutée à cause du secteur informel dans les chaînes agro-alimentaires. En effet, l'Organisation internationale du travail (OIT) estime que 60 pour cent des travailleurs agro-industriels des pays en développement appartiennent au secteur informel. À cet égard, le secteur informel des agro-industries devrait être soutenu par les gouvernements au moyen de politiques favorables plutôt que contraignantes.

**15.** D'après l'OIT, les agro-industries des pays en développement emploient 22 millions de personnes, et certains secteurs comme celui des fruits et légumes et des industries de la pêche, sont caractérisés par une forte participation féminine

### L'importance des agro-industries

- Les agro-industries génèrent de puissants liens en amont et en aval, en promouvant la demande et en ajoutant de la valeur à la production agricole primaire et en créant de l'emploi et des revenus le long de la chaîne de transformation et de distribution.
- Les agro-industries occupent une position dominante dans l'industrie. Dans les pays à faible revenu, elles peuvent représenter 50 pour cent du secteur industriel.
- Si l'on utilise comme cadre de référence la classification utilisée par le Rapport (2008) de la Banque mondiale sur le développement dans le monde, la contribution des agro-industries à l'ensemble de l'industrie est de 61 pour cent dans les pays basés sur l'agriculture, de 42 pour cent dans les pays en transition et de 37 pour cent dans les pays en développement urbanisés.
- Il existe de très grandes disparités régionales entre les pays en développement dans la distribution de la valeur ajoutée de l'agro-industrie du secteur formel. Pour la nourriture et les boissons, les pays latino-américains représentaient près de 43% de la valeur ajoutée mondiale en 2003, alors que les pays du Sud et du Sud-est asiatique représentaient 39 pour cent. Par contre, les pays africains n'ont contribué qu'à moins de 10 pour cent de la valeur ajoutée.
- Les agro-industries jouent également un rôle central dans la création d'emplois, car leur force de travail est principalement féminine. Le « secteur non traditionnel » (légumes, fruits et produits de la pêche), qui est actuellement le plus dynamique en termes d'exportations des pays en développement est caractérisé par ses niveaux élevés d'emplois féminins, un pourcentage qui peut aller de 50 à 90 pour cent.



Source: Présentation du Prof. Ralph D. Christy au GAIF

qui peut représenter 90 pour cent de la force de travail. Les produits transformés occupent une part croissante de la consommation alimentaire dans les pays en développement à cause de l'urbanisation, des régimes alimentaires qui évoluent, l'emploi des femmes et le développement de chaînes mondiales de supermarchés. La part des produits transformés dans le commerce agroalimentaire mondial est passée de 27 pour cent dans les années 80 à 38 pour cent en 2001. Une analyse plus détaillée des données commerciales montre cependant que la plus grande partie des exportations d'aliments transformés provient d'une poignée de pays à revenu moyen: Argentine, Brésil, Chili, Indonésie, Malaisie, Thaïlande et Turquie. Bien que la part des pays en développement dans le commerce international agro-alimentaire stagne depuis les années 80, la composition des exportations s'est clairement modifiée, les produits traditionnels ont cédé le pas aux exportations « non traditionnelles », comme les fruits et légumes, les produits de la pêche et les boissons. D'autre part, de nombreux pays en développement, et les pays les moins développés en particulier, sont devenus des importateurs nets de nourriture: les pays en développement ont accumulé une balance commerciale déficitaire de 11 milliards de \$EU au début du millénaire. Malgré tout, les investissements étrangers directs (IED) contribuent à créer de nouvelles capacités pour la transformation des produits agricoles et des chaînes

de distribution modernes. Ces évolutions forcent le commerce agricole traditionnel à innover; il faudrait élaborer des stratégies adaptées pour aider ces acteurs à répondre aux tendances de plus en plus affirmées du marché en trouvant des valeurs ou des attributs sociaux, environnementaux, traditionnels ou d'origine pour ces produits agro-alimentaires.

16. Le Kenya a réagi à ces présentations en déclarant que les changements climatiques constituaient un nouvel élément qui aura probablement une incidence majeure sur la croissance agro-industrielle dans les pays en développement et sur les conditions du commerce avec les pays industrialisés. Le Prof. De Janvry a convenu que des plafonds sur les émissions de carbone provoquées par les industries et les transports seraient très positifs pour les pays en développement qui ont besoin d'adopter des innovations technologiques pour répondre à ce problème.

### EXPOSÉS THÉMATIQUES: DE NOUVEAUX RÔLES POUR LES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ

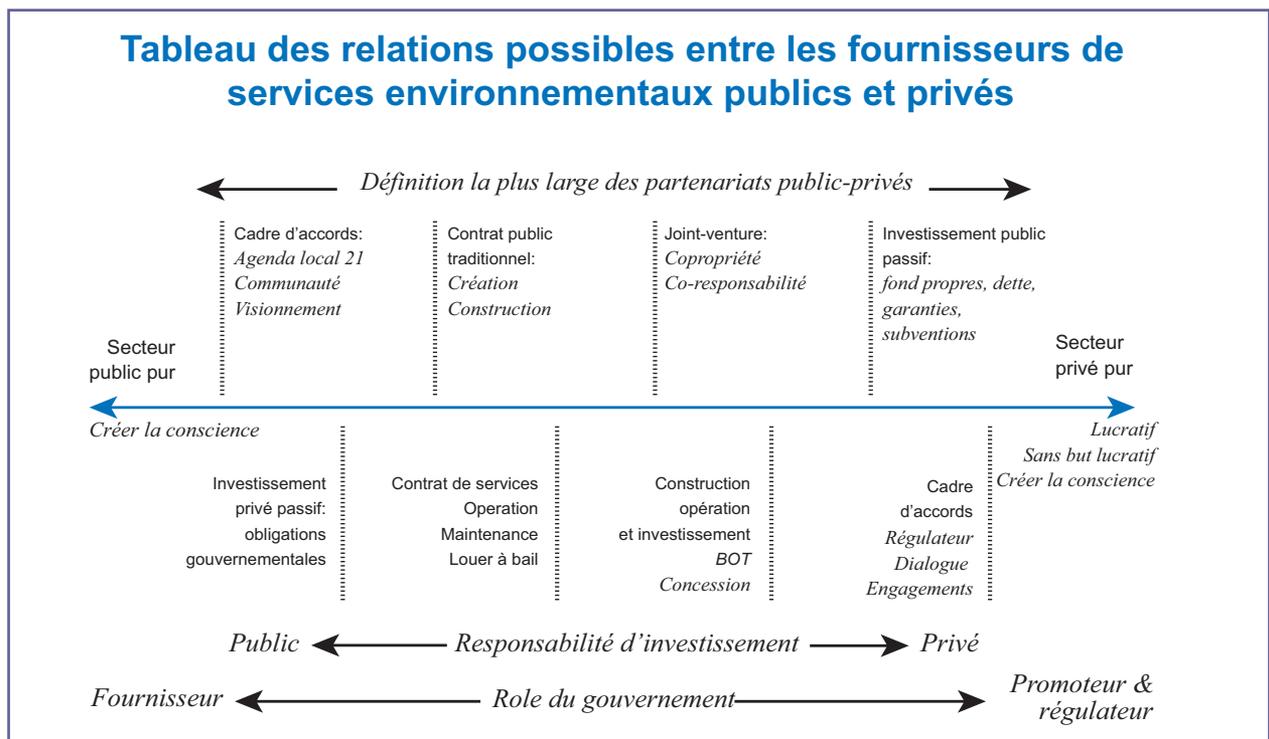
17. Le prof. Ralph D. Christy de l'Université Cornell aux États-Unis a fait sa présentation sur « Les environnements propices aux agro-industries. » Sa thèse principale était que le secteur public devrait jouer un rôle catalytique essentiel dans le renforcement des institutions novatrices, dans l'amélioration des politiques favorables et dans le maintien de la compétitivité nationale pour

encourager le développement agro-industriel. Pour mieux comprendre les enjeux des agro-industries, il est utile d'effectuer des recherches permettant de classer les pays en termes de compétitivité car cela permet d'obtenir les indicateurs relatifs à leur réceptivité vis-à-vis des IED et à leur capacité à stimuler des réformes dans leur environnement commercial. Étant donné que de nombreux pays en développement passent à une économie de marché, le rôle que l'Etat peut jouer dans ces réformes est capital. Les gouvernements sont irrévocablement les principaux acteurs de la création de ces mesures de facilitation « fondamentales », telles que les politiques commerciales, les infrastructures et les droits fonciers ou la propriété intellectuelle. Les services financiers, la recherche et le développement, les normes et les réglementations sont d'autres mesures de facilitation « importantes » que l'Etat peut fournir.

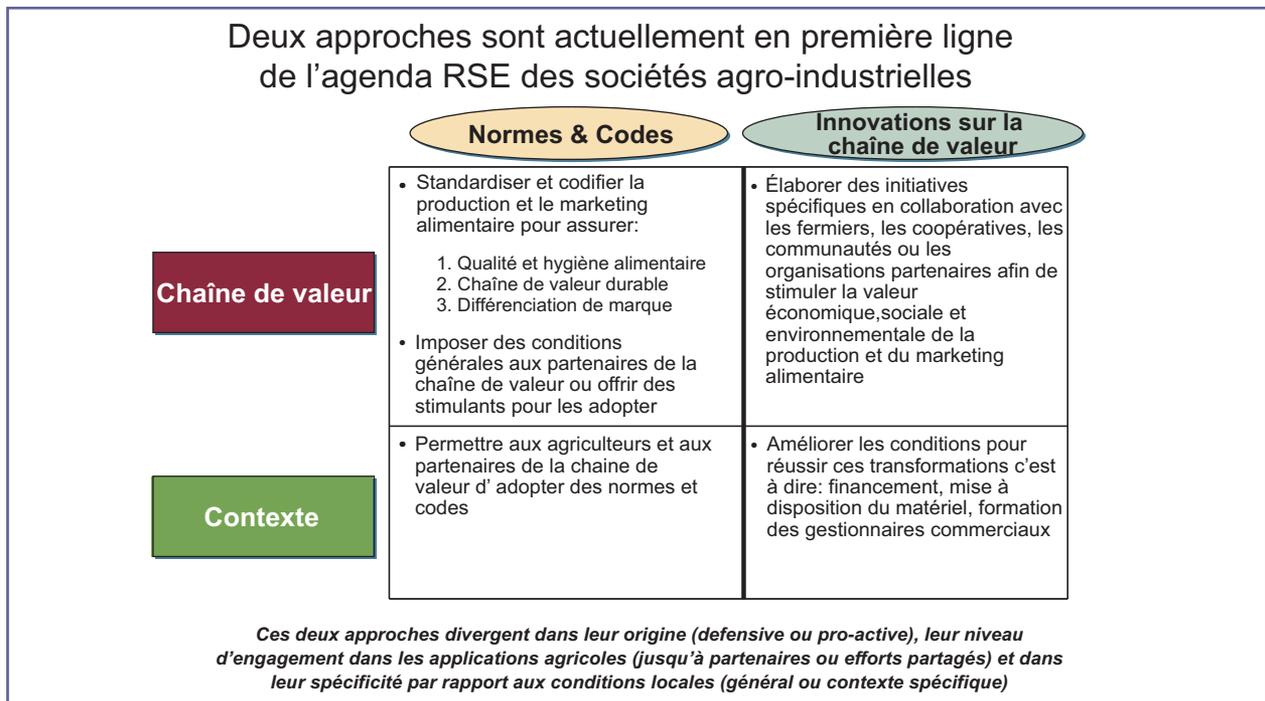
18. Par ailleurs, les liens commerciaux, les services de promotion commerciale et les facilitations encourageant le commerce sont des mesures gouvernementales propices et « utiles ». Le Prof. Christy a remarqué qu'au sein de notre économie mondiale globalisante, les secteurs privés et publics collaboraient de plus en plus à la création d'un environnement favorable. La nature du mélange d'intervention public/privé pouvant favoriser un environnement propice pour les agro-industries

varie selon le niveau d'incertitude auquel doit faire face le commerce agricole et selon les capacités de l'Etat à adapter les règles du commerce à son pays. Cela est d'autant plus vrai pour le secteur agro-industriel où l'autorité poussant au changement des environnements propices nécessaires ne relèvera pas du Ministère de l'agriculture. Il est donc essentiel de prendre conscience des facteurs catalytiques fondamentaux qui existent parmi les organisations de parties prenantes du secteur privé pour promouvoir la coordination entre les services gouvernementaux afin qu'ils créent un environnement favorable aux agro-industries.

19. Les questions ayant un rapport avec la « Coopération entre les secteurs public et privé » furent approfondies par M. Mahendra Shah, coordinateur des Relations des Nations Unies à l'International Institute for Applied Systems Analysis en Autriche. Les partenariats publics/privés (PPP) qui ont soigneusement été mis en place peuvent accélérer le processus d'expansion des agro-industries dans les zones rurales en favorisant le développement des PME et en les liant aux marchés. Dans certains cas, les subventions publiques et autres mesures d'incitation sont nécessaires pour garantir la participation du secteur privé dans les activités plus risquées. M. Shah a montré comment les gouvernements et le commerce privé collaborent pour encourager l'apparition de facteurs propices. Les gouvernements



Source: PNUD, cité lors de la présentation de M. Mahendra Shah au GAIF



Source: Présentation de M. Marc Pfitzer au GAIF

devraient encourager une plus grande participation du secteur privé à certains secteurs comme la recherche agricole, l'accès au crédit et aux infrastructures de transformation agricole, par le biais d'investissements ciblés et de mesures d'incitation. Dans le domaine de la vulgarisation, des services d'information commerciale et des infrastructures rurales, le secteur privé a commencé à jouer un plus grand rôle, mais est peu stimulé économiquement à agir dans les zones les plus marginalisées du territoire d'un pays. Les gouvernements doivent donc rester vigilants et maintenir leurs investissements dans les régions où les populations les plus pauvres habitent. Pour tous les types de PPP, la promotion des associations de producteurs et d'autres organisations agro-industrielles peut permettre d'augmenter la participation du secteur privé aux entreprises agricoles prometteuses.

20. Le Directeur général de FSG-Social Impact Advisors, Genève, Suisse, M. Mark Pfitzer a parlé des « Concepts de citoyenneté mondiale et de responsabilité dans les agro-industries ». Les entreprises agricoles ont utilisé deux instruments de responsabilité sociale (RSE), à la fois comme stratégie de protection contre les campagnes négatives des consommateurs et des médias et pour renforcer leurs liens avec leurs fournisseurs et leur communauté locale. Le premier instrument consiste à fixer des normes et des codes de pratiques pour les fournisseurs. C'est une stratégie commerciale bien acceptée pour augmenter

la compétitivité, renforcer les messages des sociétés aux consommateurs et pour renforcer le contrôle de l'entreprise sur ses chaînes de production. Ces normes et codes peuvent se classer en quatre thèmes: (1) questions environnementales, (2) conditions de travail, (3) développement des communautés locales et (4) qualité et sécurité sanitaire des aliments. Cependant, cette stratégie commerciale a eu du mal à évaluer son impact de façon crédible et à adapter les normes aux différents contextes locaux; les normes ont proliféré et semé la confusion parmi les fournisseurs et les consommateurs; finalement une approche standardisée aux normes et codes a eu tendance à écarter les petits exploitants des chaînes de production. Il est important que les gouvernements, les donateurs internationaux et la société civile se consultent pour appliquer les normes définies par les entreprises agricoles et pour faire en sorte que de tels mécanismes soient accessibles à toutes les parties prenantes de l'industrie agro-industrielle.

21. Des projets pilotes conçus par des entreprises agricoles en partenariat étroit avec d'autres parties prenantes ont proposé des approches plus innovantes au RSE dans le but de réaliser des objectifs communs pour le développement local. De telles initiatives comprennent normalement des transferts de technologie et d'informations, des financements, le renforcement de l'éducation et des capacités, mesures plus appropriées aux petits agriculteurs. Cependant, les sociétés n'investissent

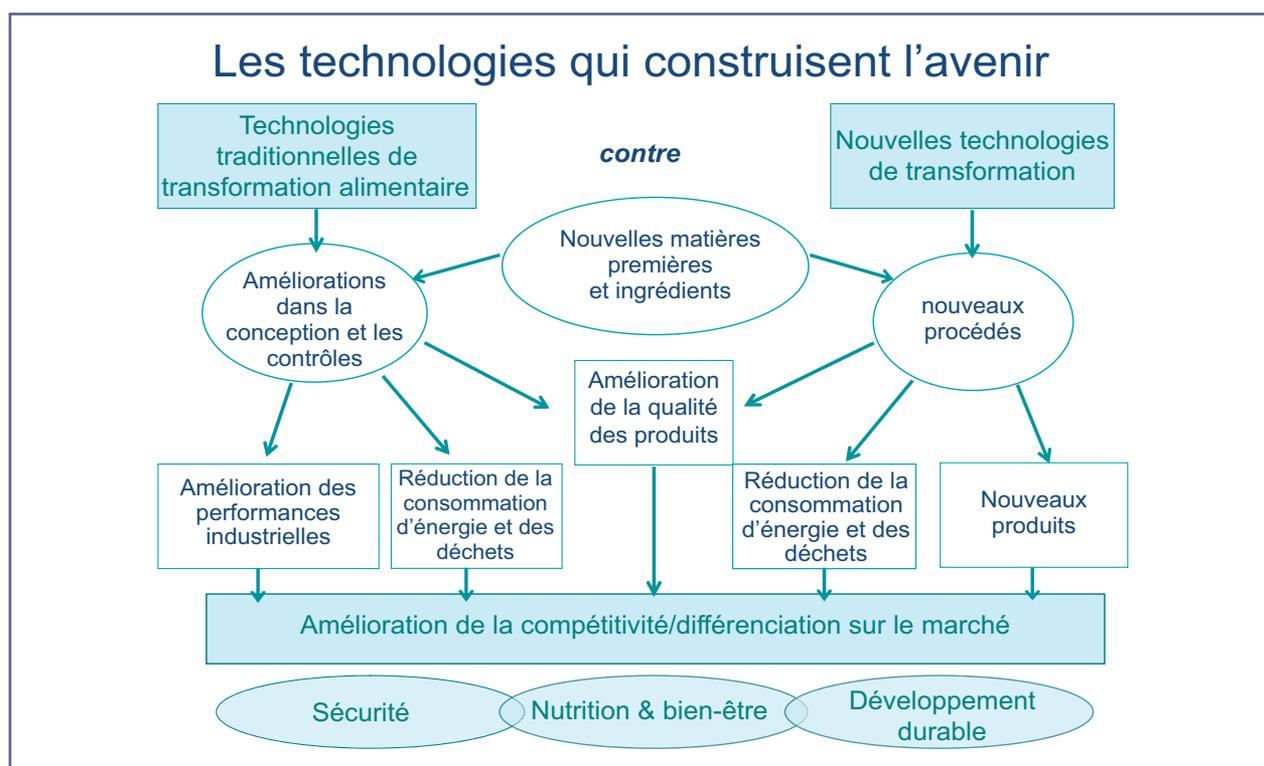
dans de tels projets que si elles entrevoient un avantage certain. De telles innovations doivent, pour réussir, se baser sur un plan commercial solide et survivre sans l'aide financière de l'acheteur ou de tout autre financement. À long terme, les autorités publiques et la société civile doivent encourager les projets pilotes de RSE et penser à des stratégies qui pourraient aider les petits agriculteurs à diversifier leurs activités en dehors de l'agriculture, afin de favoriser un développement rural durable qui inclut les agro-industries.

22. Ces trois exposés amenèrent d'intenses discussions entre les délégués nationaux qui cherchèrent à savoir quel type d'équilibre entre les secteurs publics et privés pourrait être favorable à la promotion d'investissements dans les agro-industries. Le Sénégal observa que pour les pays en développement, l'un des défis majeurs consistait à faire rentrer le secteur informel de l'économie dans les chaînes formelles de l'industrie agricole. Le Sénégal souleva une autre question: les attitudes des donateurs vis-à-vis du développement de l'industrie agricole étaient encore mitigées et devraient changer pour permettre aux pays en développement d'investir dans ce secteur prometteur de leur économie. Un observateur du Guatemala rétorqua à cet intervenant en affirmant que les industries agricoles fixaient les normes et les codes en ne se souciant que de leurs profits et

qu'elles continueraient à vouloir faire baisser les prix de leurs fournisseurs. Cependant, un observateur malais tout comme M. Pfitzer, était de l'avis que les influences positives du RSE apparaissaient lorsque les projets partageaient leurs informations, la formation et leurs valeurs communes avec les agriculteurs.

### EXPOSÉS THÉMATIQUES: GARANTIR LA PARTICIPATION DE TOUS ET L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT

23. Le Prof. Colin Dennis, Directeur général du Campden and Chorleywood Food Research Association Group, Gloucestershire, Royaume-Uni, a présenté un exposé sur les "Technologies qui construisent l'avenir". La demande de produits alimentaires continuera à augmenter. Il faudra donc des innovations et des améliorations en matière de technologie alimentaire pour faire face à la hausse de cette demande. Bien qu'il faille encore maîtriser la pénurie d'aliments de base dans le monde, le développement économique permet à un nombre croissant de consommateurs de ne plus avoir à assurer leurs besoins alimentaires de base et de pouvoir acheter des denrées alimentaires qui correspondent à leurs désirs en termes de goût, de texture, de bénéfices nutritionnels et sanitaires, de sécurité sanitaire des aliments, d'origine, de durabilité environnementale, de méthodes de transformation, tout en répondant à leur désir d'essayer de



Source: Présentation du Prof. Colin Dennis au GAIF



Source: Présentation de M. Bill Vorley au GAIF

nouveaux produits. De nouvelles technologies de transformation seront élaborées pour répondre à l'évolution des exigences des consommateurs. Les biotechnologiques et les nanotechnologies offrent des possibilités prometteuses pour les innovations dans le domaine des technologies alimentaires, mais les technologies de base pour la transformation, la conservation et l'extraction – tout comme les technologies de l'information et de la communication – demeureront essentielles pour permettre aux acteurs commerciaux et gouvernementaux d'adapter la production du secteur productif à l'évolution de la demande d'un marché mondial de consommateurs.

**24.** Bill Vorley, Chef du Groupe des marchés durables à l'Institut international pour l'environnement et le développement, a présenté son exposé sur les « Modèles commerciaux pour les petits exploitants et les PME ». Le point principal de l'exposé était que les modèles commerciaux à succès pour ces acteurs doivent leur délivrer des services essentiels, tout en garantissant aux acheteurs une offre fiable. Ces modèles devraient aussi permettre aux acteurs de la filière de réduire les coûts de transaction et de couvrir les risques des acheteurs qui s'approvisionnent chez les nombreux petits exploitants manquant de liquidités.

**25.** Les modèles commerciaux de collaboration, d'investissements conjoints et de partages d'information entre les producteurs, les fournisseurs, les conditionneurs agricoles et les détaillants, sont en cours d'élaboration afin de répondre aux objectifs multiples d'une amélioration de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments, de la fiabilité de l'offre, de coûts inférieurs et de durabilité. Les chaînes de production qui collaborent le mieux sont celles qui travaillent avec les produits périssables et certifiés. Organiser les agriculteurs est la pierre angulaire de tous ces modèles commerciaux. Les coopératives d'agriculteurs peuvent être un de ces modèles si leur orientation reste plus commerciale que sociale. Les modèles impulsés par les acheteurs sont surtout destinés à profiter aux conditionneurs agricoles et aux détaillants, mais certains de ces modèles permettent aussi la participation durable des petits exploitants agricoles. On tente aussi d'appliquer des modèles satisfaisants auxquels participent des commerçants, des sociétés de services commerciaux ou des organisations non gouvernementales (ONG) en tant qu'intermédiaires entre les acteurs du petit commerce agricole et les marchés modernes de plus en plus exigeants. Les intermédiaires de la chaîne de production sont particulièrement importants car ils permettent de lier les marchés aux agriculteurs les plus pauvres et à ceux qui vivent dans des régions

éloignées. De telles réussites sont encore rares, car les agriculteurs et les petits entrepreneurs manquent de capacités techniques et administratives. Les principaux défis auxquels les entreprises privées désireuses de s'approvisionner chez les petits agriculteurs et les PME doivent faire face, sont : organiser efficacement leur base d'approvisionnement, s'assurer que les accords commerciaux soient respectés par toutes les parties et adapter le mieux possible leurs habitudes d'achat aux fournisseurs les plus pauvres.

**26.** Les deux intervenants notèrent qu'il fallait agir pour renforcer les capacités des sociétés, des PME en particulier, pour créer des liens commerciaux, pour développer leur capital social et mettre en œuvre de nouveaux processus technologiques. Les gouvernements devraient fournir un environnement constamment favorable en garantissant les infrastructures essentielles comme les routes, l'eau, l'électricité et les réseaux de communication. Si d'une part, il est important d'investir dans la recherche agricole, il faut aussi que les instances publiques agissent pour faciliter la discussion et le partage des informations entre tous les acteurs des industries agricoles et pour élaborer des normes en matière de développement durable des agro-industries.

**27.** L'exposé sur les modèles commerciaux pour les petits exploitants agricoles et les PME a suscité de vigoureuses réactions de la part des délégués des pays en développement. En effet, ce sujet est crucial dans de nombreux contextes nationaux où les agriculteurs et les entreprises agricoles sont principalement des entreprises de petite échelle. Les délégués de la Guinée, du Kenya et du Sénégal ont tous demandé à M. Vorley quel type de partie prenante pourrait être le meilleur intermédiaire entre les petits producteurs et les sociétés d'achat. Les trois délégués ont tous souligné qu'il fallait qu'il s'établisse un bon équilibre entre les interventions du secteur public et celles du privé afin que les petits entrepreneurs puissent participer aux marchés émergents. Par ailleurs, l'Inde a demandé au Prof. Dennis comment on pouvait empêcher les conditionneurs agricoles d'ajouter plus de gras, de sucre et de sel aux produits transformés qui augmentent les taux d'obésité dans les pays développés et en développement. L'intervenant a signalé qu'un équilibre entre les réglementations et une prise de conscience accrue de la part des consommateurs en termes de bonnes pratiques nutritionnelles devrait pousser les agro-industries à revoir leurs produits pour les rendre plus sains, comme cela a été le cas aux États-Unis et en Angleterre.

## Chapitre 3

## Tables rondes sur la compétitivité

**28.** Douze « tables rondes sur la compétitivité » se sont tenues lors de quatre séances simultanées, jeudi 10 avril. Les tables rondes ont permis à un comité d'experts invités et à des parties prenantes de l'industrie agricole, de discuter d'une proposition et des réponses recommandées par les organisateurs à chacune de ces 12 tables rondes. Ce débat a stimulé d'ultérieures discussions parmi les délégués nationaux et a suscité des réactions de la part des délégués sur les stratégies proposées par les organisateurs du Forum pour aborder les questions soulevées durant les sessions plénières.

## Table Ronde 1

**COMPRENDRE LES MARCHÉS: ÉTUDES DE MARCHÉ ET INTELLIGENCE COMMERCIALE**

**29.** La table ronde a été animée par M. Edward Seidler, fonctionnaire principal (commercialisation) à la FAO. La proposition soumise à la table ronde était la suivante: les systèmes d'information commerciale sont un outil puissant pour les agriculteurs et leur permettent de mieux comprendre les marchés et de prendre des décisions de production pertinentes. Cependant, le Prof. David Hughes, Professeur émérite de Commercialisation alimentaire à l'Imperial College de Londres, a ouvert la discussion en réfutant la proposition. Après avoir rappelé à la table ronde la diversité et la complexité croissante des marchés de consommateurs et des filières commerciales pour y accéder, le Prof. Hughes a expliqué que comprendre les marchés n'intéresse pas particulièrement les producteurs. Quelqu'un doit collecter les informations sur le marché, les analyser, élaborer un plan de production et prendre pour eux une décision en matière de production. La vraie question est plutôt de savoir qui sera la partie prenante qui fera toute la recherche sur les marchés pour les agriculteurs: M. Kit Chan, Directeur général de K farm Sdn Bhd, Malaisie a confirmé l'opinion du Prof. Hughes, car étant lui-même un homme d'affaires qui achète et exporte des fruits tropicaux, c'est lui qui fait au jour le jour, la recherche sur les marchés pour ses agriculteurs fournisseurs. Tout ce qu'ils exigent de lui est un ordre de début de production et une date de récolte, afin qu'ils puissent se concentrer sur ce qu'ils savent mieux faire: l'agriculture.

M. Chan a également douté de la capacité des systèmes d'information commerciale du gouvernement à fournir les informations appropriées aux parties prenantes du marché et aux agriculteurs. M. Timothy Williams, agroéconomiste au Secrétariat du Commonwealth, était du même avis et a fait remarquer qu'il ne suffisait pas de fournir aux agriculteurs des informations sur les marchés: interpréter ces informations et prendre une décision, était l'activité la plus difficile. M. Williams a recommandé l'emploi d'une approche locale à la fourniture d'informations sur les marchés, par le biais de services personnalisés qui répondent mieux aux besoins immédiats des agriculteurs.

**30.** Tirant profit de sa longue expérience en tant que consultant en marketing, M. Graham Dixie, à présent Conseiller principal pour le commerce agricole à la Banque mondiale, a proposé quelques suggestions sur les outils technologiques qui pourraient permettre aux informations sur les marchés d'atteindre le plus efficacement possible les agriculteurs. La radio FM, les appels sur téléphone portable et les services SMS sont de meilleurs médias pour distribuer les informations et connaître les marchés que l'Internet. Ils leur permettent d'être rapidement informés et de comprendre les marchés qu'ils doivent fournir. M. Dixie a également insisté sur le fait que les marchés nationaux sont plus aptes à incorporer les petits producteurs que les chaînes d'exportation qui sont plus élaborées et difficiles à gérer. Les délégués répondirent brièvement au comité en insistant sur l'importance



Table ronde 1

du rôle que devraient jouer les services publics de vulgarisation dans la fourniture et l'interprétation des informations commerciales aux agriculteurs. Les délégués convinrent que les informations sur les marchés devraient être mieux ciblées sur les besoins des producteurs et qu'il faudrait tester les technologies qui pourraient améliorer ce service public.

### Table Ronde 2

#### RÉPONDRE AUX BESOINS DES CONSOMMATEURS: QUALITÉ, SÉCURITÉ ET PRÉOCCUPATIONS NOUVELLES

31. La table ronde était animée par M. Roberto Cuevas Garcia, fonctionnaire principal en agro-industrie à la FAO. Les quatre experts du comité étaient: Mme Lisbeth Munksgaard, directrice principale de l'External Science and Innovation à Danisco A/S; Prof. Thomas Ohlsson, Conseiller principal au Swedish Institute of Food and Biotechnology; Mme Bernhilda Shamiso Kalinda, Directeur des opérations pour Choicenuts Zambia Ltd; et M. Gustavo Idigoras, Conseiller du Ministère de l'agriculture à l'Ambassade de l'Argentine auprès de l'Union européenne.

32. Résumant les interventions de la table ronde, l'animateur nota que les exigences des consommateurs varient entre les pays développés et en développement. Les facteurs de qualité ont maintenant une grande influence sur le choix du consommateur dans les marchés domestiques de la plupart des pays en développement. Ceci a un impact important sur la compétitivité des PME agroalimentaires des pays en développement dans ces marchés. Si d'une part, la principale responsabilité du secteur public est de maintenir un système de contrôle national qui protège la sécurité des consommateurs et leur santé, ce rôle traditionnel doit s'ouvrir pour inclure un soutien permettant aux agro-industries locales d'adopter une approche globale de la sécurité, la santé et la qualité et orientée vers le consommateur. Les directeurs commerciaux et les hommes politiques du secteur public doivent appliquer des stratégies mieux coordonnées et plus fermes, si les agro-industries locales, en particulier les PME dans les pays en développement doivent réellement répondre aux exigences de plus en plus sévères des consommateurs dans le domaine de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires, de la santé et de la qualité. Il faut faire preuve d'autorité lors de la création d'un « partenariat pour la qualité » avec les agriculteurs, les conditionneurs agricoles, les transporteurs, les compagnies alimentaires et la communauté scientifique. C'est-à-dire qu'il faut



Table ronde 2

satisfaire les exigences de qualité et de sécurité des chaînes alimentaires et des consommateurs d'une façon intégrée et collaborative.

### Table Ronde 3

#### AMÉLIORER LA PRODUCTIVITÉ: ACQUISITION ET UTILISATION DES TECHNOLOGIES

33. La table ronde a été animée par M. Sergio Miranda da Cruz, Directeur de la branche pour le développement des agro-industries de l'ONUDI. Le comité était composé de quatre experts: M. Pascal Gitari Kaumbutho, PDG de l'ONG Kenya Network for Dissemination of Agricultural technologies; M. Justino Arboleda qui a fondé Juboken et Coco technologies aux Philippines; Mme Gisele d'Almeida, chef d'Interface, un réseau de PDG et d'investisseurs actifs dans des petites et moyennes entreprises du commerce agricole en Afrique; et M. Andrés Lopez Camelo, ingénieur en industrie alimentaire à l'Institut national de technologie agricole en Argentine. Le comité a discuté la proposition suivante: les activités de renforcement de la productivité doivent mettre l'accent sur l'acquisition et l'utilisation de technologies appropriées tout au long de la chaîne de valeur du secteur.

34. Le comité a étudié les différents facteurs qui rendent les améliorations de la productivité essentielles aux agro-industries qui se développent dans les pays en développement: produits locaux non compétitifs par rapport aux importations; manque de main-d'œuvre dans les zones rurales; consommateurs qui exigent une meilleure qualité de produits, etc. Le comité a également remarqué que bien que la recherche sur l'agriculture soit en plein essor dans le domaine des nouvelles technologies servant à améliorer la productivité, les résultats de ces recherches n'atteignent pas les agriculteurs.



Table ronde 4

Les nouvelles technologies pour l'amélioration de la productivité devraient aussi aider le commerce agricole à ajouter de la valeur à leurs produits et à réduire leurs coûts. Le comité s'est trouvé en accord avec l'exposé en séance plénière du Prof. Christy qui affirmait que les gouvernements doivent jouer un rôle dans le développement de l'éducation, des investissements en infrastructures, des réglementations commerciales, de la recherche et des normalisations, facteurs fondamentaux qui génèrent des évolutions positives. Le Maroc a réagi à cette table ronde en faisant remarquer qu'il était très difficile de régler toutes ces questions à travers une unique réforme politique. Le Pakistan et l'Inde s'accordèrent sur le fait qu'il fallait collaborer aux partages des enseignements tirés et des réussites pour que les technologies d'amélioration de la productivité puissent rattraper le temps perdu. Le Pakistan a aussi encouragé la communauté de donateurs à modifier son paradigme, afin qu'il soit possible d'accorder une plus grande aide technique et financière au développement agro-industriel.

#### Table Ronde 4 RENFORCER LES RELATIONS COMMERCIALES: DÉVELOPPEMENT DE LA CHAÎNE DE VALEUR

35. Le comité a pris en considération les défis à affronter lorsque l'on renforce les liens commerciaux de la chaîne de valeur afin d'obtenir des résultats gagnants, en d'autres mots, des chaînes qui permettent une rentabilité durable et qui avantagent tous les acteurs de la chaîne, y compris les petits producteurs et les PME. M. Likando Mukumbuta, PDG de la Zambia Agribusiness technical Assistance Centre Ltd, M. Simon Winter, Vice-président principal (Développement) au centre d'assistance technique de l'entreprise agricole Technoserve, M. Jorge Brenes Abdalah, Directeur exécutif de l'Association des producteurs et des exportateurs du Nicaragua, et

Mme Sylvia Blanchet, cofondatrice de ForesTrade Inc, Brattleboro, Vermont, grossiste en épices organiques et en café du commerce équitable, composaient ce comité. De concert avec leur modérateur M. Doyle Baker, chef du Service de la gestion, de la commercialisation et des finances agricoles à la FAO, les intervenants identifièrent les actions pratiques pouvant renforcer les liens et identifièrent quels étaient les facteurs les plus importants de succès.

36. Les principaux défis identifiés par le comité furent les suivants: créer un climat de confiance entre les producteurs et les acheteurs, aider les petits producteurs à générer et à capturer une plus grande valeur, financer les investissements de démarrage des entreprises et des agriculteurs et garantir qu'un modèle commercial sain permette de payer pour les services. Les panélistes ont souligné que des compétences entrepreneuriales, la transparence et l'accès aux informations, étaient des facteurs particulièrement importants pour répondre à ces défis. Ils insistèrent cependant sur le fait que le renforcement des capacités des agriculteurs et le dialogue entre les parties prenantes ne suffisent pas si la chaîne de valeur n'est pas concurrentielle. Les panélistes ont également rappelé que les fonds de capital risque ou tout autre mécanisme de financement des investissements peuvent permettre aux entreprises de travailler avec les petits agriculteurs dans des circonstances qui autrement seraient trop risquées.

37. Ils ont tous été d'accord sur le fait que le secteur public a un rôle à jouer dans le renforcement des liens commerciaux, mais la première étape doit consister à améliorer le dialogue pour créer une passerelle entre les points de vue des secteurs public et privé. Les panélistes ont expliqué que leurs entreprises avaient réussi à établir de bons liens commerciaux grâce à une gestion organisationnelle saine, à leur capacité à mobiliser un ensemble de compétences techniques



Table ronde 5



Table ronde 6

et commerciales, et à leur conviction fondamentale que les compagnies de commerce agricole peuvent et doivent être socialement responsables.

### Table Ronde 5 DIFFÉRENCIER LES PRODUITS: STRATÉGIES DE MARQUES ET CERTIFICATION

38. La table ronde a été animée par Mme Florence Tartanac, fonctionnaire chargée des agro-industries à la FAO. Les invités étaient : M. Kit Chan, Directeur général de K-Farm Sdn Bhd, Malaisie; Mme Ruth Nyagah, Directrice générale d'Africert Ltd; M. Pablo Villalobos Mateluna, Conseiller principal, Ministère de l'agriculture, Chili; et Mme Ana Paula Tavares, Directrice adjointe à la Rainforest Alliance. Les questions traitées par les invités furent les suivantes: soutien des petites entreprises agricoles qui participent à et bénéficient de programmes d'assurance qualité privés et de soutien des processus de certification. Les invités du secteur privé ont insisté sur le fait que les fournisseurs doivent suivre les demandes de leurs clients pour une meilleure qualité fondée sur des programmes d'assurance. De tels programmes sont mis en place à la fois pour les exportations et le marché national. Cette situation pourrait conduire à la multiplication de normes privées dans un contexte international, comme GLOBALGAP organics, la certification du Café pour Starbucks ou Utz Kapeh, mais les invités ont considéré que cette situation était plus une opportunité qu'une menace pour les petits agriculteurs, car les bénéfices qu'ils peuvent en tirer sont importants. C'est le cas par exemple de certains programmes d'assurance qualité mis en place par des ONG internationales telles que Rain Forest Alliance, surtout si les agriculteurs ont adopté des mécanismes de certification de groupe. Finalement, les intervenants ont reconnu que bien que les processus de certification soient de nature privée

et volontaire, le gouvernement a un rôle important à jouer dans trois domaines: facilitation des échanges d'informations, mise en œuvre de programmes conçus spécifiquement pour les petits agriculteurs et promotion des liens entre les fournisseurs et les acheteurs.

39. Tous les intervenants ont convenu que la certification permet aux petits agriculteurs d'avoir accès aux marchés de prix élevés en différenciant leurs produits. Pour ceci, ils doivent respecter des normes volontaires qui peuvent nécessiter le soutien du secteur public ou privé. Le coût des certifications peut être élevé, mais il pourrait être compensé en réduisant certains coûts de production ou de gestion, et par des systèmes de certification de groupes. Le rôle du gouvernement devrait être proactif, mais le gouvernement ne devrait pas remplacer les organes de certification et les commerçants. Ce point de vue a été remis en cause par les délégations de plusieurs pays: Chili, République démocratique du Congo, Kenya, Mali, Maurice et Afrique du Sud qui ont présenté des arguments solides en faveur de la continuité du soutien gouvernemental et de l'aide des donateurs, afin de faciliter le processus de certification au service des agriculteurs, tout en créant des mesures d'incitation et des cadres juridiques qui facilitent l'accès des petits producteurs aux programmes de certification. Certains délégués ont soulevé la question des distorsions commerciales causées par les normes privées dans le commerce international, ce qui n'est techniquement pas approprié car les normes privées sont en dehors du régime de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il faut encore renforcer les capacités en matière de réglementations, de normes et de certifications d'exportations agricoles. Un observateur du Guatemala a remarqué que la table ronde n'a pas eu le temps de soulever la question des marques qui pourrait aider les entreprises agroalimentaires à devenir plus concurrentielles.

### Table Ronde 6 ATTIRER LES INVESTISSEMENTS: FINANCEMENT DES AGRO-INDUSTRIES ET AUTRES ENTREPRISES AGRICOLES

40. La table ronde a été animée par M. Stefano Giovanelli de l'ONUDI. Les quatre intervenants étaient M. Riccardo Bagni, Vice-directeur et PDG de Coop Italia, M. N.V. Ramana, PDG du groupe indien Basix, Mme Anne Pacquet de la Direction de l'agriculture et du commerce agricole du Crédit agricole SA, France et M. Gilles Recour, Directeur Général d'Agropole Services en France. La table ronde

a discuté la proposition suivante: réaliser le potentiel économique et augmenter la contribution sociale de l'agro-industrie. Il faut une nouvelle approche pour attirer les investissements dans ce secteur. Le comité a convenu que les agro-industries faisaient face à des problèmes inhérents de financement: (1) la rentabilité des agro-industries est faible par rapport aux secteurs industriels; (2) les banquiers ont une compréhension limitée du secteur et ont du mal à calculer les risques; (3) les PME agroalimentaires n'ont pas les réseaux bancaires qui leur proposent les instruments appropriés à leurs besoins. Par ailleurs, cette situation est aggravée dans les pays en développement où la majorité des ménages agricoles n'ont pas de comptes en banque.

**41.** Après une discussion avec le public, la table ronde a conclu que le soutien du gouvernement était essentiel pour créer un environnement opérationnel approprié aux banques et aux acteurs agro-industriels qui travaillent ensemble. Il existe aussi d'autres mécanismes de soutien à prendre en considération, comme les fonds de garantie qui permettent aux banques de couvrir les risques de financement des entreprises agricoles, à condition que les évaluations pour les prêts soient faites par une tierce partie indépendante. En ce qui concerne les investissements directs étrangers (IDE), les Fidji ont signalé que l'examen par le secteur public des propositions d'investissements était essentiel pour protéger les agro-industries des spéculateurs à court terme et pour promouvoir la qualité plutôt que la quantité des IDE. La table ronde a également convenu qu'un ciblage correct des financements en faveur des parties prenantes clés dans la chaîne de production pourrait exercer des effets multiplicateurs positifs sur toute la chaîne de production et sur les agriculteurs en particulier. À cet égard, les instruments financiers devraient être conçus de façon à répondre aux besoins des intermédiaires commerciaux qui sont actuellement les principaux acteurs des innovations de la filière de production tant sur les marchés d'exportation que nationaux.

#### Table Ronde 7

##### **RESTER COMPÉTITIF: INNOVATION, DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS ET ADAPTATION**

**42.** La table ronde a été animée par M. Patrick Kormawa, Conseiller spécial du Directeur général de l'ONUDI. Les intervenants étaient: M. Gajendra Singh, Vice-Chancelier de la Doon University, Uttarakhand, Inde; M. Hans Eenhoorn, Professeur associé pour

la sécurité alimentaire et l'entrepreneuriat à la Wageningen University, Pays-Bas; M. Adam Brett, qui a fondé l'entreprise de commerce équitable britannique Tropical Wholefoods; et M. Hay Ly Eang, fondateur de Confirel, la première entreprise de commerce équitable du Cambodge. La proposition soumise aux intervenants était la suivante: «les systèmes d'innovation» dans la plupart des pays en développement sont inappropriés pour répondre efficacement à la concurrence basée sur les innovations de l'agro-industrie. Une approche nouvelle (innovante) du secteur public, ciblant les transformateurs agricoles de petite et moyenne échelles, est nécessaire.

**43.** Les intervenants ont discuté la proposition: le secteur public est-il prêt à faciliter la diffusion des innovations existantes? L'innovation est déjà disponible dans les universités et les instituts de recherche et peut être suivie sur Internet. Il faut un processus plus efficace de diffusion. On mentionna les exemples de bonnes pratiques des systèmes nationaux d'innovation aux Etats-Unis où tous les aspects du système d'innovation sont libéralisés et relèvent du secteur privé. Inversement, à Singapour, le gouvernement a organisé un système d'innovation et mis en place des institutions pour faciliter le processus d'innovation. Les pays en développement pourraient imiter ces deux exemples. De façon idéale, les partenariats nationaux pour l'innovation devraient inclure des instituts de recherche scientifique, des institutions publiques et privées, des ONG et des organisations internationales. La diffusion devrait aussi faire usage des réseaux existants, des téléphones portables et des techniques de communication d'Internet. Les connaissances traditionnelles qui abondent dans les pays en développement, sont importantes pour les innovations locales et devraient être protégées car elles sont riches à la fois en produits et processus novateurs. Pour encourager les innovations dans les agro-industries et les utilisations lucratives et rémunératrices des connaissances traditionnelles, les intervenants considèrent qu'il est essentiel que les organisations techniques internationales soutiennent leurs pays membres.

#### Table Ronde 8

##### **AMÉLIORER L'EFFICACITÉ: GESTION DES OPÉRATIONS AGRO-INDUSTRIELLES**

**44.** La table ronde a été animée par M. Chakib Jenane, Chef de l'Unité de soutien à l'agro-industrie à l'ONUDI. Les intervenants étaient: M. Andrea Sebok, Directeur général du Campden and Chorleywood Food Industry Development Institute, Hongrie;

M. Mamadou Mansour Cama, Président d'une compagnie d'investissements sénégalaise dans le commerce de produits agroalimentaires; le Prof. John Wilkinson, Maître de conférence au Graduate Centre for Agricultural Development à l'Université fédérale rurale de Rio de Janeiro; et le Prof. José Vicente Caixeta Filho, Professeur de logistique de l'agriculture industrielle à l'Université de São Paulo au Brésil. Les propositions soumises par les invités furent les suivantes: (1) les transformateurs alimentaires des pays en développement doivent améliorer la gestion de leurs opérations s'ils veulent devenir compétitifs et le rester dans les marchés domestiques et internationaux; (2) bien que le rôle du secteur public soit fondamental pour cette question, il ne gère généralement pas efficacement ce défi.

45. La discussion entre les intervenants et le public fut animée et tourna autour des technologies pouvant améliorer l'efficacité des agro-industries et des acteurs qui devraient aider les PME à les mettre en œuvre. Certains d'entre eux suggèrent que la collaboration de toute l'industrie et de groupes industriels agricoles serait utile pour améliorer l'efficacité grâce à une planification efficace et à une gestion de la filière de production. Les invités soulignèrent le fait qu'«une efficacité totale» ou «l'efficacité pour l'efficacité» n'est pas essentielle si une entreprise veut devenir compétitive et le demeurer. L'Afrique du Sud et le Kenya ont accepté ce point de vue, vu la vitalité du secteur informel de leurs économies. Les petits fournisseurs, en particulier, ont peut-être simplement besoin de développer leur efficacité dans le domaine des produits et services spécifiques exigés par leurs clients.

46. Le secteur public ne peut être tenu responsable de l'accroissement de l'efficacité des PME, car cette décision doit être prise par les directeurs d'entreprise. Cependant, le secteur public peut promouvoir des approches collectives pour introduire des améliorations en terme d'efficacité. Cela peut être obtenu en adoptant les politiques pro croissance suivantes: (1) sensibilisation et fourniture d'informations relatives aux nouvelles techniques et directives spécifiant les « meilleures pratiques » (2) formation spécialisée montrant quelles sont les applications pratiques des programmes modèles; (3) partages des compétences collectives en matière de marketing, de technologie et de gestion des affaires; (4) promotion de stratégies relatives aux investissements logistiques. Comme les PME n'arrivent presque jamais à devenir efficaces individuellement,

le secteur public devrait promouvoir en priorité la création d'associations.

### Table Ronde 9

#### ORGANISER LES PETITS EXPLOITANTS: ORGANISATION ET COOPÉRATIVES DE PRODUCTEURS

47. La table ronde a été animée par M. Thomas Elhaut, Directeur régional du FIDA pour l'Asie et le Pacifique. Les invités étaient: M. Jack Wilkinson, agriculteur au Canada et Président de la Fédération internationale de producteurs agricoles (IFAP); M. Bassiaka Dao de la Confédération des agriculteurs du Burkina Faso; M. Tulio Rene Garcia Morales, Directeur exécutif de la coopérative « Agrícola Integral Union de Cuatro Pinos » au Guatemala; et M. Sant Kumar, Directeur général de la Natures Way Cooperative (Fidji) Ltd.

48. La table ronde devait débattre des forces et des faiblesses des organisations de producteurs et des coopératives en matière de soutien à l'entrée des petits producteurs agricoles dans le cercle des agro-industries concurrentielles. Les organisations de producteurs et les coopératives peuvent répondre aux besoins de base des agriculteurs: alphabétisation de base, savoir-faire, renforcement des capacités, éducation, soutien technique, fourniture d'intrants et commercialisation, accès aux financements, contrats, pouvoir de négociation, etc. Les deux tiers des membres des organisations d'agriculteurs proviennent des pays en développement et ont considérablement bénéficié de cette participation en termes d'avantages et de force de pression. Les experts ont aussi affirmé que les organisations de producteurs peuvent être plus concurrentielles que d'autres types d'entreprises agricoles. En effet, les agriculteurs ne peuvent saisir certaines opportunités de marché que s'ils sont organisés car ils sont ainsi mieux représentés ou préparés en matière de négociations commerciales ou de promotion politique. Cependant, il faudrait pouvoir établir un meilleur équilibre entre le lobbying et les services de développement commercial.

49. Les services commerciaux sont complexes et chaque organisation doit répondre aux besoins de ses membres. Selon les intervenants, l'efficacité de la prestation des services aux membres est une des principales faiblesses des organisations d'agriculteurs. Le secteur public peut aider par des mesures politiques dont peuvent bénéficier les petites exploitations et en garantissant un

environnement favorable comme l'a décrit le Prof. Christy lors de son allocution plénière. Par ailleurs, les coopératives devraient être des entreprises du secteur privé qui élaborent leurs propres stratégies, indépendamment du secteur public et des désirs des donateurs. Étant donné que les agriculteurs sont au centre de l'industrie agricole, les membres d'une organisation de producteurs devraient assumer l'entière responsabilité de leur gestion.

### Table Ronde 10

#### ETABLIR DES RÉSEAUX : PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ ET PARCS INDUSTRIELS

50. La table ronde a été animée par M. Brian Barclay, Directeur de Modicum Competitiveness Services Ltd, Canada. Les invités étaient: M. Michele Clara, spécialiste du Développement industriel à l'ONU; M. Krishna Kumar, Chef des Opérations à Infrastructure Leasing and Financial Services Ltd, Inde; M. Tilman Altenburg, Chef du Département de la concurrence et du développement social de l'Institut allemand pour le développement; Mme Christine Ton Nu, Chef, Bureau des stratégies agro-industrielles au Ministère de l'agriculture en France; et M. Gustavo Idigoras, Conseiller du Ministre de l'agriculture de l'Ambassade argentine auprès de l'Union européenne. La table ronde a débattu de la proposition suivante: malgré leur capacité à augmenter la compétitivité de l'industrie agricole et à générer des opportunités de revenus pour les ruraux pauvres, la promotion de groupes d'entreprises agricoles n'est toujours pas une priorité majeure dans de nombreux pays en développement. Les gouvernements, et plus spécialement les ministères chargés de l'agriculture, devraient adopter une approche plus déterminée au regroupement d'industries agricoles, en s'efforçant « d'amener » un processus de développement de groupes d'entreprises. Une telle approche exige un soutien beaucoup plus « direct » que pour les groupes industriels des secteurs des services et de l'industrie.

51. Le comité a convenu que de nombreux pays en développement n'avaient pas une idée très claire de ce qu'impliquait un groupe d'industries agricoles et qu'il ne leur était pas facile de savoir comment les politiques publiques devaient réagir. L'expérience de pays développés comme l'Italie ou la France peut fournir quelques indications. Cependant, les intervenants ont remarqué que les décideurs politiques des pays en développement devraient reconnaître que l'approche directive consistant à créer des parcs industriels et des « pôles de croissance » liés dans le domaine des infrastructures était insuffisante. La

clef du succès consiste à renforcer les liens en amont des groupes et à intégrer les producteurs primaires au processus. L'organisation et la coordination de la participation des petits exploitants représentent un élément important de cet équilibre. En effet, les décideurs politiques ne devraient pas limiter leur attention à l'industrie agricole, et devraient considérer cette création de groupes comme un moyen de stimuler le développement au sein de l'ensemble du secteur agricole. Les intervenants se sont ensuite accordés sur le fait que l'approche globale consistant à pousser le développement de groupes industriels, avec la participation de « coordinateurs de groupes » pour faire fonctionner et gérer le processus, est tout à fait pertinent pour le secteur agricole; cependant le comité a souligné que le rôle du gouvernement, en tant que fournisseur de capital d'amorçage et de soutien technique, devient encore plus important vu le besoin fréquent de provoquer ce processus. Certains remarquent également que l'intégration verticale permet de réussir ces formations de groupes et que ces groupes garantissent une adoption plus rapide des nouvelles technologies – à la fois techniques et de gestion. La création de PPP est fondamentale à ce processus d'induction, à condition que ces partenariats correspondent aux pratiques commerciales et aux aspirations de toutes les parties prenantes. On nota que cet ensemble négocié « d'organes aux fonctions spéciales » qui déterminent des activités spécifiques et des projets de regroupement d'entreprises, se sont avérés particulièrement pertinents à cet égard. Bien que les gouvernements aient un rôle clef à jouer pour provoquer des regroupements, il faut également, selon l'opinion d'un des intervenants, élaborer une stratégie de sortie appropriée.

ICAR



Participants des tables rondes

### Table Ronde 11 RÉDUIRE LES COÛTS: DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

52. La table ronde a été animée par M. Maximo Torero, Directeur de la division des marchés, du commerce et des institutions à l'IFPRI. Les intervenants étaient: M. Upali Pannilage, sociologue du développement au sein de l'ONG de développement Practical action au Sri Lanka; M. Hari Sankaran, Directeur de Infrastructure Leasing et Financial Services Ltd, Inde; M. Pham Cong Binh, expert en planification chargé de l'infrastructure au Ministère de la construction au Viet Nam; et M. Aly Abou-Sabaa, Directeur du Département de l'agriculture et de l'industrie agricole de la Banque africaine de développement. La proposition débattue concernait «l'incapacité des hommes politiques à donner la priorité aux investissements pour les infrastructures nécessaires aux agro-industries, entretient la prophétie d'une croissance économique réduite dans les zones rurales».

53. Les questions discutées par le comité furent les suivantes: modèles commerciaux appropriés aux infrastructures rurales et manières d'attirer de nouveaux investissements privés. Les intervenants ont défendu des points de vue différents: l'un demanda notamment que les investissements publics soient réorientés directement pour soutenir le développement d'infrastructures physiques et institutionnelles. Il expliqua comment mieux coordonner les larges réseaux d'infrastructures et ceux plus restreints et localisés, et comment coordonner la planification entre les entités gouvernementales centrales et décentralisées. Pendant la discussion, d'autres invités partagèrent l'idée, mais proposèrent que le secteur privé devienne un utilisateur « productif » des services. Ce point de vue fut développé en soulignant qu'il était important d'effectuer des opérations durables, commercialement rentables et de renforcer les capacités des parties prenantes, en utilisant de nouveaux modèles de partenariats communautaires publics/privés (PPCP). Plusieurs intervenants ont remarqué que ce genre d'expériences existe déjà dans plusieurs régions, et que le PPCP en particulier, est le modèle préféré de développement des infrastructures en Afrique.

54. Après la discussion avec le public, le modérateur a conclu que de nouveaux modèles commerciaux sont nécessaires pour développer les infrastructures rurales et atteindre deux objectifs: réduire le coût des activités commerciales pour les agro-industries

à base rurale et augmenter la qualité de vie des ruraux pauvres. Ces nouveaux modèles exigent que le secteur privé participe au développement des infrastructures, mais uniquement si ces initiatives ont recours aux mécanismes du marché d'une part et aux PPP d'autre part. Une autre condition de succès est le développement de nouvelles approches aux petits projets ruraux d'infrastructures qui combinent l'appropriation communautaire, la participation du secteur privé et des facilitations du gouvernement. Les gouvernements et les donateurs devraient mieux soutenir ces approches, concevoir des politiques et utiliser des subventions ciblées afin de prendre en considération les besoins des plus pauvres et de tirer des leçons des meilleures pratiques passées.

### Table Ronde 12 MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES

55. La table ronde a été animée par Mme Rosa Rolle, Spécialiste des industries agricoles à la FAO. Ce comité d'experts réunissait: Melle Emma Owiredo, consultante ghanéenne indépendante sur le développement des ressources humaines; M. Claudio de Moura Castro, Président du Conseil consultatif du Collège Pitagoras au Brésil; le Prof. Colin Dennis, Directeur général du Camden and Chorleywood Food Research Association Group, Royaume-Uni; et Mme Carleen Gardner, PDG de l'University of the West Indies Consulting, Inc. La table ronde a débattu de la proposition suivante: dans les pays en développement, les exigences techniques et de gestion du secteur agro-industriel ne correspondent pas à la qualité réelle et au contenu de l'éducation professionnelle. Cette discordance doit être corrigée pour que les agro-industries se développent.

56. La table ronde a conclu que pour devenir concurrentiel, les acteurs du secteur agro-industriel doivent développer un vaste éventail de compétences à tous les niveaux. La mise en réseaux et la création de partenariats entre le monde universitaire, les institutions de recherche, les politiciens et l'industrie sont donc des mécanismes cruciaux pour pouvoir transférer technologies et connaissances. Dans les pays en développement, la formation doit être effectuée selon une approche directe et recouvrir une vaste gamme de domaines, passant de l'agriculteur, à la gestion, à la recherche et au développement. Il faut encore trouver une solution au problème majeur qu'affrontent les pays en développement: réduire l'exode des spécialistes qui émigrent vers des économies plus avancées.

Au final, le comité a considéré qu'il était essentiel que les politiques publiques accordent la priorité au développement des ressources humaines à tous les niveaux, à commencer par le développement des connaissances de base. Les politiques publiques doivent aussi s'efforcer d'encourager des liens entre l'enseignement supérieur, les institutions de recherche, les hommes politiques et les parties prenantes agro-industrielles.

## Chapitre 4

# Ateliers régionaux

57. Cinq ateliers régionaux couvrant l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes, le Proche-orient et l'Europe de l'Est et l'Asie centrale ont été organisés durant la dernière matinée du Forum afin de permettre aux délégations nationales de déterminer ensemble des programmes régionaux pour entreprendre de futures actions. Chaque atelier a débuté par l'intervention d'un expert régional sélectionné par les organisateurs qui a présenté son point de vue sur les questions importantes de la région. Une équipe de facilitation constituée de participants a ensuite présenté la synthèse des questions abordées durant les jours qui ont précédé le Forum, concernant leur région. Puis, les délégations des pays et les observateurs ont été invités à réagir aux présentations des experts régionaux et à l'équipe de facilitation, pour exprimer ce qu'ils pensaient être les questions prioritaires et pour proposer des plans d'action pour mettre en place des agro-industries compétitives dans leur pays. Les ateliers régionaux se sont conclus par la compilation d'un questionnaire par chaque participant, assignant des priorités par ordre d'importance de 15 thèmes identifiés par les organisateurs du Forum comme les principales thématiques à considérer dans la conception de programmes personnalisés pour offrir une assistance technique au développement de l'agro-industrie.

### RAPPORT DE L'ATELIER RÉGIONAL SUR L'AFRIQUE

58. L'atelier régional sur l'Afrique a été présidé par le Secrétaire du Ministère de l'agriculture du Kenya. Sur les 50 participants présents, figuraient les observateurs des institutions régionales comme la Banque africaine de développement et le Secrétariat du Commonwealth. L'atelier a débuté avec deux présentations qui ont donné un aperçu du rôle des agro-industries dans le développement de la région. Le responsable de la Section du développement des entreprises du Secrétariat du Commonwealth a présenté "L'agro-industrie en Afrique: défis, opportunités et priorités". Une seconde présentation a suivi, réalisée par l'expert principal pour l'agro-industrie de la Banque africaine de développement sur les "Principaux défis pour l'agro-industrie en

Afrique". Les éléments suivants ont été identifiés comme les principaux défis: l'approvisionnement en matière première de qualité et en quantité acceptables pour les transformateurs, le manque d'infrastructures, l'accès à des technologies appropriées et le manque de compétences requises pour le développement de l'agro-industrie. Au niveau national, les principaux problèmes concernent l'instabilité de la macroéconomie et les éléments adverses, l'environnement commercial hostile dans de nombreux pays et le manque d'infrastructures de base, spécialement au niveau des routes et de l'électricité.

59. La discussion a ensuite été ouverte à l'auditoire pour recueillir les avis sur les points stratégiques nécessitant une action dans les pays membres. Une intervention de la Fédération des travailleurs agricoles du Sénégal a abordé la question du rôle du secteur privé, en particulier des investisseurs nationaux réticents à investir dans le secteur agro-industriel du fait des risques élevés et du manque d'incitations. Cet observateur a aussi soulevé le problème de protéger les produits nationaux face aux importations. Le Nigeria a soulevé plusieurs problèmes: la nécessité d'accroître l'utilisation des engrais et de mettre en place les capacités locales pour les produire, les subventions commerciales, les financements et les infrastructures. La Guinée est intervenue sur le thème des financements, en insistant sur le besoin d'utiliser



session des ateliers régionaux sur l'Afrique

à la fois les investissements étrangers et les ressources nationales. Le délégué de la Guinée a aussi mentionné le développement des infrastructures (eau, possibilités de stockage, transport) et le transfert de technologie en particulier la coopération sud-sud. Le Sénégal a insisté sur la nécessité de soutenir le secteur privé, les services de développement commercial, les réseaux industriels, l'intégration et la certification régionale au niveau local. Le délégué de Maurice a insisté sur la nécessité d'accroître la vulgarisation dans le secteur de l'agribusiness et des agro-industries. Enfin, un autre délégué du Sénégal a insisté sur l'importance des femmes dans le secteur agro-industriel de son pays.

**60.** Les points suivants ont été présentés comme les principales actions prioritaires au niveau régional durant les discussions: assurer l'approvisionnement en intrants comme les engrais et l'irrigation pour accroître la production de l'agro-industrie; financer les infrastructures pour qu'elles correspondent aux besoins des chaînes de production; faire que les financements internes et externes soient accessibles aux PME; assortir les prêts pour compenser les risques agro-industriels; renforcer les capacités en termes techniques et d'encadrement pour le respect des standards; créer un environnement favorable, en particulier dans le domaine des réglementations, des politiques, des services de développement commercial, des droits de douane et des taxes, et des politiques commerciales qui soutiendront les initiatives du secteur privé; encourager les transferts technologiques pour transmettre les expériences des autres pays émergents et les technologies après récolte qui peuvent prévenir les pertes; et enfin concevoir des programmes de recherche et de développement correspondant aux besoins des PME.

**61.** L'atelier a classé les cinq propositions suivantes comme étant les cinq actions prioritaires à développer dans leur région: (1) promouvoir les environnements favorables, (2) financer l'agro-industrie et les agro entreprises, (3) promouvoir la coopération entre les secteurs public et privé, (4) développer les infrastructures agro-industrielles et (5) apporter des solutions aux problèmes de qualité et d'hygiène des aliments. Plusieurs délégations nationales ont identifié d'autres questions importantes auxquelles s'attaquer en priorité: (1) les biocarburants, le changement climatique et l'environnement; (2) la réforme des régimes fonciers; (3) le développement du commerce; et (4) la gestion des pertes en vie humaine, provoqué en particulier par le VIH et le SIDA.



Session des ateliers régionaux sur l'Asie et le Pacifique

### RAPPORT DE L'ATELIER RÉGIONAL SUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

**62.** L'atelier régional sur l'Asie et le Pacifique a été ouvert par Mr Fazal Abbas Maken, Ministre (du commerce) à la Commission du Pakistan à New Delhi. Pour lui, cet atelier régional pourrait permettre une discussion technique entre les délégations des pays en vue de préparer les déclarations des ministères à présenter à la 29ème Conférence régionale Asie-Pacifique de la FAO où le thème de l'"Agribusiness et agro-industries compétitives dans le contexte de la globalisation et du commerce équitable" sera discuté. M K.P. Singh, président pour l'Asie du FIPA, a présenté son message de bienvenue à tous les acteurs de l'agribusiness qui souhaiteraient investir dans les chaînes de production ce qui permettrait aux petits exploitants de la région d'améliorer leurs revenus. Mme Marzia Mongiorgi, économiste du développement rural du Département régional de l'Asie du Sud de la Banque de développement asiatique, a identifié quatre contraintes majeures au développement des industries en Asie et dans le Pacifique: des environnements non favorables, des infrastructures commerciales limitées, des institutions faibles et une mauvaise gestion de la chaîne de production. Mr Thomas Reardon, Co-Directeur des programmes conjoints sur les marchés asiatiques de l'IFPRI et de l'Université d'Etat du Michigan, a présenté les dernières analyses, relativement controversées, de ses recherches, montrant que les grosses sociétés d'agribusiness croissaient plus rapidement que les petites et moyennes entreprises d'Asie et du Pacifique.

**63.** Les délégués n'ont pas exprimé de désaccord face à la synthèse des questions prioritaires présentées par l'équipe de facilitation. L'atelier a conclu que la diversité des niveaux de développement dans la région requiert des interventions orientées en

fonction des contextes spécifiques et que des actions doivent être mises en place pour résoudre les trois défis suivants: promouvoir les investissements en termes d'infrastructures physiques et sociales; créer un environnement favorable pour les agro-industries; et inclure les petits exploitants agricoles dans les agro-industries compétitives. Certaines des actions prioritaires qui devraient répondre à ces défis sont: (1) déplacer l'investissement public vers des subventions pour financer la recherche et le développement, la vulgarisation et les infrastructures utilisées pour les réseaux de commercialisation; (2) harmoniser les standards sanitaires d'hygiène et renforcer les cadres institutionnels et juridiques concernant la certification et la résolution des conflits, et développer simultanément des modèles de commerces alternatifs attractifs pour tous les acteurs et qui encouragent le secteur informel à participer à l'économie formelle; et (3) cibler les petits exploitants en tant que parties prenantes qui comptent dans la chaîne en diffusant l'information et les projets qui ont réussi, en développant des chaînes de production nationales et régionales, en utilisant des expériences entrepreneuriales pilotes pour identifier les barrières commerciales et pour encourager une compétitivité personnalisée à la place d'une compétitivité basée sur les prix selon les différents acteurs de la chaîne.

64. L'analyse du classement proposé par les 44 participants de l'atelier régional pour l'Asie et le Pacifique a permis d'identifier cinq priorités régionales sur les 15 thématiques proposées par les organisateurs: (1) améliorer la gestion de la logistique et de la chaîne de production; (2) développer les infrastructures agro-industrielles; (3) financer l'agro-industrie et les agro-entreprises; (4) résoudre les problèmes de qualité et d'hygiène des aliments et enfin (5) développer les capacités en termes de ressources humaines. Plusieurs délégations nationales ont soulevé d'autres questions importantes à envisager de manière prioritaire: (1) les biocarburants, le changement climatique et l'environnement; (2) le développement du commerce; et (3) la réduction des risques pour les agriculteurs.

#### RAPPORT DE L'ATELIER RÉGIONAL SUR L'EUROPE DE L'EST ET L'ASIE CENTRALE

65. L'atelier régional sur l'Europe de l'Est et l'Asie centrale a été présidé par Mr Ion Perju, Ministre de l'agriculture et de l'industrie alimentaire de la République de Moldavie. A l'ouverture de l'atelier, Mr Perju a signalé que bien que les pays de l'Europe de

l'Est et de l'Asie centrale aient suivi différentes voies de transformation allant de l'économie planifiée au niveau central à l'économie de marché, les nombreux problèmes et défis restant à relever sont très similaires à ceux des pays en développement des autres régions.

66. David Hughes, Professeur Emérite de marketing alimentaire au Collège Impérial de Londres insista sur le fait que les marchés et les consommateurs devraient être le premier moteur de développement du secteur agroalimentaire. Par conséquent, les agriculteurs, en particulier au sein de l'Union européenne, où les politiques agricoles de ces 30 dernières années ont éloigné les agriculteurs des marchés, doivent davantage être orientés par le marché et répondre aux besoins du secteur agro-industriel et des consommateurs. Le Directeur général de l'Institut de développement industriel alimentaire Campden et Chorleywood en Hongrie a montré que l'agriculture et l'industrie alimentaire de l'Europe de l'Est jouent un rôle clé au niveau de l'emploi régional et de la préservation de la culture locale. Les principaux défis pour accroître le développement et la durabilité se manifestent dans la capacité des acteurs de l'agro-industrie à respecter les standards internationaux et privés de qualité et salubrité des aliments, à développer leurs propres règlements pour assurer la qualité et créer des marques pour leurs aliments traditionnels. Le conseiller régional de la Commission économique et sociale des NU pour l'Asie et le Pacifique considéra que le manque de capacité dans le domaine de la gestion, de l'évaluation des risques, de la planification de la production, la transformation, l'assurance de la qualité et le développement de nouvelles technologies présente un obstacle majeur au développement agro-industriel de l'Europe de



Session des ateliers régionaux sur l'Europe de l'Est et l'Asie centrale

l'Est et l'Asie centrale. La compétitivité du secteur est aussi restreinte faute de soutien institutionnel adéquat sous la forme d'associations industrielles et d'autres services et mécanismes de soutien aux agriculteurs et entrepreneurs de l'agro-industrie.

67. Les délégués furent d'accord avec les déclarations d'introduction présentées par l'équipe de facilitation. Le défi majeur à relever pour l'agro-industrie selon l'Arménie, la Géorgie et le Kirghizistan fut considéré être l'adoption de standards reconnus au niveau international en matière de qualité et d'hygiène des aliments, en particulier dans le domaine du renforcement des institutions pour appliquer les réglementations au niveau de l'hygiène des aliments. Le renforcement des lobbies de consommateurs, en fonction du contexte particulier de la concentration des revendeurs dans la région, a aussi été souligné comme une question majeure à régler. Des infrastructures commerciales inadéquates en général et des infrastructures au niveau de la technologie de l'information en particulier furent considérées comme les principales contraintes d'accès au marché de même que l'échange de connaissances et des informations à tous les niveaux des parties prenantes. Pour passer outre l'obstacle de la petite taille des exploitations et des entreprises d'agro-transformation émergentes dans les zones rurales, les délégués de Géorgie et du Kirghizistan ont proposé de soutenir la mise en place de coopératives et de groupements de producteurs.

68. Le développement des capacités en ressources humaines a été classé comme la question prioritaire et nécessitant une assistance technique. Les autres questions clés prioritaires et défis qui ont été identifiés sont: promouvoir les environnements favorables, apporter des solutions aux problèmes

de qualité et d'hygiène des aliments, améliorer la compréhension des marchés à travers la recherche et l'information sur les marchés, la promotion des marques et de la certification des produits, et le soutien à l'innovation et au développement des produits. Les autres problèmes nécessitant une prompt action dans les pays de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale sont: (1) le renforcement des lobbies de consommateurs vu le contexte régional particulier de concentration des revendeurs; et (2) la réduction de la vulnérabilité des systèmes agricoles grâce à la diversification, en particulier dans le contexte du changement climatique.

### RAPPORT DE L'ATELIER RÉGIONAL SUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

69. L'atelier régional sur l'Amérique latine et les Caraïbes a été présidé par le Directeur de l'économie agricole du Ministère de l'agriculture, du bétail et de l'approvisionnement alimentaire du Brésil, accompagné par le Conseiller du Ministre de l'agriculture, du bétail et de l'alimentation du Guatemala, comme Vice-Président. L'atelier a été divisé en trois sous-régions: les Caraïbes, l'Amérique centrale et le Mexique, et l'Amérique du Sud. Plus de 30 participants étaient présents, dont, notamment, des observateurs qui ont des intérêts dans la région.

70. Le Directeur général du Conseil de commercialisation et d'importation national de Grenade a tout d'abord souligné les problèmes que connaissent les îles des Caraïbes: peu de terres arables disponibles, un marché intérieur limité et une forte dépendance de l'économies envers les exportations agricoles avec une histoire d'accords commerciaux préférentiels. Le vice-directeur général du Conseil national pour la production du Costa Rica a souligné que les pays d'Amérique centrale peuvent être caractérisés par les problèmes endémiques de sécurité alimentaire, du besoin de développer un secteur agro-alimentaire plus compétitif et productif dans le contexte du commerce globalisé et l'importance de préserver les ressources environnementales de la sous-région. Pour les Andes, le Vice-Ministre du Ministère de l'agriculture de l'Equateur a souligné la vulnérabilité spécifique de la sous-région aux flambées des prix des denrées alimentaires au niveau international et au changement climatique, qui requiert des changements majeurs de politiques pour développer les agro-industries dans les pays andins. Par ailleurs, le vice-président a expliqué que les pays de l'Amérique du Sud étaient bien intégrés dans les négociations sur le marché international mais que



Session des ateliers régionaux sur l'Amérique latine et les Caraïbes

la part croissante des cultures agricoles destinées à la production de biocarburants a créé une nouvelle contrainte pour l'industrie agro-alimentaire de la sous-région. Les discussions qui en ont résulté ont révélé les différences de situations à travers la région. Un des thèmes communs qui a surgi dans les débats est l'importance de commercer entre les pays de la région et avec les autres régions, même si la position dans les négociations internationales sur le commerce des pays des Caraïbes et de l'Amérique centrale est très différente des pays de l'Amérique du Sud. L'Argentine a fait une proposition pour encourager l'intégration des politiques nationales agro-industrielles afin d'accroître le développement du commerce régional. Un observateur bolivien a soutenu cette idée en proposant qu'un suivi au Forum mondial pour l'agro-industrie soit organisé au niveau régional pour l'Amérique latine. Différentes thématiques régionales majeures ont été présentées durant les discussions et les présentations sous-régionales: l'intégration du commerce régional et le renforcement des chaînes agro-alimentaires nationales en coordination avec d'autres pays partenaires; l'amélioration des infrastructures et des politiques agro-industrielles; le soutien à la recherche et développement et au transfert technologique; et l'harmonisation des politiques publiques entre les pays.

71. Les trois sous-régions ont fait des propositions pour développer des actions prioritaires. Les délégués d'Amérique centrale ont insisté sur le besoin de développer des partenariats entre les secteurs publics et privés afin de: réorienter les systèmes d'éducation; harmoniser les politiques et les réglementations en matière d'agro-industries; permettre d'autres investissements en termes d'infrastructures, de recherche et développement; et promouvoir les PME et les chaînes de production dans les zones



Session de l'atelier régional sur le Proche Orient



Séance plénière sur les résultats des ateliers régionaux

rurales grâce à des zones économiques spéciales. Les pays d'Amérique du Sud ont proposé des actions prioritaires similaires, avec un élément en plus lié au développement de systèmes financiers et d'assurance pour l'agro-industrie. Dans les Caraïbes, les actions prioritaires discutées durant l'atelier ne se sont guère éloignées de celles des deux autres sous-régions.

### RAPPORT DE L'ATELIER RÉGIONAL SUR LE PROCHE-ORIENT

72. L'atelier régional sur le Proche-Orient a été présidé par un professeur de l'Institut d'agronomie et de médecine du Roi Hassan II du Royaume du Maroc. Les délégués de huit pays ont participé à l'atelier: Arabie saoudite, Egypte, Irac, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie et Yémen. Après une présentation d'introduction sur l'agro-industrie dans le Royaume de l'Arabie saoudite, le président a présenté un résumé des défis que l'agro-industrie devait affronter dans la région et a proposé une liste d'actions prioritaires selon les différentes déclarations nationales. Ce document a servi de base aux débats.

73. Trois principales thématiques ont été discutées. En premier, la production agricole est un élément essentiel dans le développement agro-industriel. Les gouvernements doivent le promouvoir à travers le développement de la mécanisation, de l'irrigation au goutte-à-goutte et la valorisation des ressources humaines, des services de vulgarisation et de recherche et l'utilisation d'énergies alternatives. Deuxièmement, on nota un manque de stratégies au niveau national et régional. La caractérisation du secteur agro-industriel et le développement de bases de données sont nécessaires pour formuler ces stratégies, pour planifier les synergies entre les pays membres et pour développer l'intégration régionale des marchés. Troisièmement, un effort

commun, si possible à travers la Commission du Codex Alimentarius (CAC), est fortement recommandé afin d'adopter des standards uniformes sur la qualité des produits, promouvoir les produits traditionnels, locaux et ethniques (grâce à la recherche et l'innovation), et favoriser la différenciation des produits et des stratégies de marque.

**74.** Les points suivants sont apparus comme éléments prioritaires durant les discussions: (1) rendre les producteurs et les transformateurs agricoles plus indépendants et plus forts en renforçant les associations professionnelles et les coopératives, accroître l'accès à l'information en renforçant les liens entre producteurs et transformateurs grâce à la promotion de regroupements ou réseaux et en facilitant l'accès aux financements; (2) promouvoir l'accès aux systèmes logistiques efficaces en développant les réseaux d'information et en aidant les producteurs et coopératives à acquérir leurs propres structures; (3) augmenter la production en promouvant la mécanisation, en renforçant la vulgarisation et en fournissant des formations pratiques; (4) améliorer la productivité en développant les compétences et un travail motivant, améliorer l'efficacité et adopter une stratégie régionale intégrée pour réaliser des économies d'échelle; et (5) améliorer la compétitivité grâce au transfert de technologies, en promouvant et améliorant la qualité des produits, en diversifiant les produits (adaptés aux différents consommateurs et marchés) et en soutenant la recherche et développement et l'innovation pour les aliments traditionnels et ethniques.

### SÉANCE PLÉNIÈRE SUR LES RÉSULTATS DES ATELIERS RÉGIONAUX

**75.** Lors de la session plénière finale, un représentant de chaque atelier régional a présenté les résultats des sessions de réflexion du matin à tous les délégués et les observateurs.

**76.** Malgré la diversité entre les régions en termes de climat, de ressources naturelles disponibles, de structures politiques et économiques et de niveaux de développement, il existe une véritable cohérence entre les principales problématiques et les priorités avancées par chaque région, et un large consensus sur les stratégies de promotion du développement agro-industriel. Les régions se sont largement exprimées en faveur du soutien: (1) au développement des capacités des ressources humaines grâce à l'éducation, la formation technique et la vulgarisation ciblée; (2) à l'investissement dans les infrastructures agro-

industrielles; (3) à l'adoption et à la mise en œuvre de standards reconnus internationalement au niveau de l'hygiène et de la qualité des aliments; et (4) à la recherche et développement et au transfert de technologies, en particulier au sein des économies émergentes et en développement. Faciliter l'accès au financement a aussi été souligné comme une priorité par trois des régions. L'importance du secteur des petits acteurs a été particulièrement soulignée; les ateliers sur l'Asie et le Pacifique et l'Europe de l'Est et l'Asie centrale ont classé comme prioritaire la promotion des modèles de marchés commerciaux qui encouragent l'intégration des petits exploitants dans la chaîne de valeur; et toutes les régions ont insisté sur l'importance de concevoir des politiques et stratégies pour répondre aux besoins des petites entreprises.

**77.** Plusieurs thématiques sont apparues qui sont spécifiques à une ou deux régions: l'Afrique et le Proche-Orient ont rappelé l'importance d'accroître la production; l'Europe de l'Est et l'Asie centrale et le Proche-Orient portent un intérêt spécial à la promotion et la mise en valeur des marques et produits alimentaires traditionnels et ethniques comme stratégie compétitive et aussi le renforcement des associations agro-industrielles. D'autre part, l'Amérique latine et les Caraïbes et le Proche-Orient ont insisté sur l'importance de la coopération régionale, par l'intégration du commerce régional et l'harmonisation des réglementations et des politiques régionales.

**78.** Le Sénégal a toutefois commenté que le rôle des femmes dans l'agro-industrie n'avait pas été abordé dans le programme du Forum; les projets, programmes et stratégies politiques doivent prendre en compte les contraintes de genre auxquelles font face les femmes, en particulier les facteurs limitant leur participation dans la conception, la mise en œuvre et la gestion des programmes. Le Sénégal a aussi demandé si les agences techniques des NU possèdent les mécanismes institutionnels appropriés et la culture pour travailler avec le secteur privé.

**79.** Tous les ateliers régionaux ont recommandé que des réunions et des conférences de suivi soient organisées au niveau régional le plus rapidement possible et cela en collaboration avec les organisations régionales et sous-régionales ainsi que les banques de développement régionales et les autres agences, telles que les commissions économiques régionales des Nations Unies.

## Chapitre 5

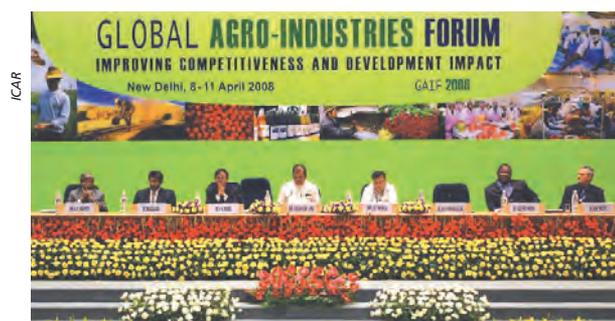
# Cérémonie de clôture

**80.** La cérémonie de clôture du Forum mondial pour l'agro-industrie s'est tenue le 11 avril 2008. La cérémonie de clôture a été présidée par Son Excellence Sri Subodh Kant Sahai, Ministre des industries de transformation alimentaire de l'Inde.

### DÉCLARATION CONJOINTE DU FIDA, DE LA FAO ET DE L'ONUUDI

**81.** La déclaration conjointe du FIDA, de la FAO et de l'ONUUDI a été présentée par M. Geoffrey Mrema, Directeur de la Division des infrastructures rurales et des agro-industries de la FAO et par M. Sergio Miranda da Cruz, Directeur de la branche du développement du secteur agro-industriel de l'ONUUDI. Les organisateurs considèrent que ce Forum innovant a remporté un franc succès et qu'un suivi doit être et sera mis en place. Les trois agences s'engagent totalement pour continuer à travailler ensemble afin de répondre aux défis et opportunités qui les ont motivé à travailler ensemble – et avec le Gouvernement indien – et à organiser ce Forum. La FAO, le FIDA et l'ONUUDI assisteront les pays membres à mettre en place un environnement favorable pour l'agrobusiness, les agro-industries et les chaînes de valeur par le biais de la formulation et de la mise en œuvre de stratégies pour améliorer les politiques, les réglementations, les institutions et les services ; et par le biais de l'intégration de stratégies de développement agro-industrielles et d'actions dans les programmes nationaux et les plans stratégiques. Les agences des NU apporteront leur appui dans le renforcement des capacités au niveau et en conformité avec les systèmes de certification de la sécurité des aliments ainsi que du respect des standards et exigences industrielles.

**82.** Il existe un besoin urgent de trouver des solutions au problème international de la flambée des prix des denrées alimentaires et de menace comme le changement climatique. Ce forum mondial pour l'agro-industrie a été organisé pour trouver des solutions aux problèmes du vingt-et-unième siècle et requiert des stratégies et des approches qui reflètent les réalités du vingt-et-unième siècle – notamment des réponses politiques appropriées aux changements de rôle des



cérémonie de clôture

secteurs public et privé et la commercialisation rapide, l'industrialisation et la globalisation des systèmes agricoles. Les remarques des deux présentateurs se sont conclues en remerciant chaleureusement tous ceux qui ont contribué ; personnes et organisations comprises, à la réussite du Forum, en particulier les différents ministères du Gouvernement indien ainsi que les organismes non gouvernementaux telle que la Confédération des industries indiennes et ses membres. Enfin, la contribution de tous les délégués à la réussite du Forum a été fortement appréciée.

### DÉCLARATION DU MINISTRE DE L'UNION INDIENNE DE L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

**83.** Son Excellence, Sri Subodh Kant Sahai, Ministre de l'Union indienne des industries de transformation alimentaire, a conclu le Forum en apportant son total soutien à toutes les initiatives prises pour réduire la pauvreté dans le secteur rural. Son Excellence a aussi indiqué que son ministère soutiendrait sans réserve la mise en œuvre de programmes agro-industriels une fois que les groupes d'experts auraient proposé des plans d'action.



Son Excellence Sri Subodh Kant Sahai



En partant de la gauche:  
Geoffrey C. Mrema (FAO); Sergio Miranda da Cruz (ONUDI); A.K. Upadhyay (ICAR); Sri Subodh Kant Sahai (Ministre des industries de transformation alimentaire, Inde); Mangala Rai (ICAR); René Frechet (FIDA); P.K. Mishra (Ministère de l'agriculture, Inde).

### Engagements de la FAO, de l'ONUDI et du FIDA

- La FAO apportera son soutien aux ministères de l'agriculture afin de renforcer leurs capacités organisationnelles pour promouvoir le développement des agro-industries.
- L'ONUDI soutiendra ses contreparties, les ministères de l'industrie et du commerce, afin de renforcer leurs capacités organisationnelles pour promouvoir le développement des agro-industries.
- Le FIDA continuera à concevoir et financer des projets et programmes et à assister les Etats membres sur les problématiques agro-industrielles.
- La FAO, le FIDA et l'ONUDI soutiendront les pays membres dans le développement d'environnements favorables pour l'agribusiness, les agro-industries et les chaînes de valeur par la formulation et la mise en œuvre de stratégies pour améliorer les politiques, les cadres réglementaires, les institutions et les services – et à travers l'intégration de stratégies et d'actions de développement des agro-industries dans le cadre des programmes et plans stratégiques nationaux pour le développement des agro-industries.
- Les trois agences continueront à jouer leur rôle « d'intermédiaire honnête », en travaillant au niveau de l'interface entre les secteurs public et privé pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries.
- Les agences soutiendront le renforcement de la communication et de la coopération du secteur public avec les sociétés du secteur privé, les fondations et les ONG actives dans l'agro-industrie et le développement de chaînes de valeur.
- Les organisations soutiendront le renforcement des capacités liées au respect des systèmes de certification dans le domaine de la sécurité des aliments ainsi que de la conformité aux standards et exigences du secteur.
- Travaillant en collaboration avec les gouvernements et les institutions financières régionales, les agences soutiendront la formulation de projets pour l'agro-industrie et la chaîne de valeur – et feront de leur mieux pour aider les gouvernements à transformer les nouvelles stratégies en actions.
- Les 3 agences apporteront leur soutien au développement d'agro-industries spécifiques et de chaînes de valeur par le biais des actions suivantes:
  - ▶ évaluer les opportunités commerciales et définir les priorités;
  - ▶ faciliter les accords innovants mettant en relation les petits producteurs avec les entrepreneurs agricoles, les sociétés de transformation agricoles et les exportateurs et afin de mettre en place des relations sur le long terme associant coopération, coordination et offre de services;
  - ▶ concevoir et mettre en place des initiatives pour améliorer les capacités des petits producteurs agricoles, des petites agro-industries et leurs organisations afin de participer aux chaînes de valeur pour les produits à forte valeur;
  - ▶ identifier et utiliser des mécanismes innovants pour mettre en relation les financements publics et les ressources du secteur privé.
- Les trois agences s'engagent à poursuivre la sensibilisation sur le rôle de l'agribusiness et des agro-industries dans le développement – en ciblant en particulier le thème du Forum – l'amélioration de la compétitivité et de l'impact sur le développement.

## Annexe A

## Liste des acronymes et abréviations

BM	Banque mondiale
CEO	Chef exécutif
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
FM	Modulation de fréquence (pour les radios)
IED	Investissement étranger direct
IFAP	Fédération internationale des producteurs agricoles
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
NU	Organisation des Nations Unies
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMT	Organisation mondiale du travail
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PPCP	Partenariats communautaires public-privés
PPP	Partenariats public-privés
Prof.	Professeur
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
SA	Société anonyme
Sdn Bhd	Sendirian Berhad, Malay pour incorporated: commercial
SIDA	Syndrome déficitaire immunitaire acquis
SMS	Short Message Service (message sous forme de texte du téléphone portable)
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
WDR 2008	Rapport sur le développement mondial de la Banque mondiale de 2008

## Annexe B

# Liste des délégués et des observateurs

### AFGHANISTAN - AFGANISTÁN

#### Head of Delegation

Mr Ghulam Sarwar FAQIRI  
Chief of Staff and Chairman, National Union  
Horticulture Development in Afghanistan

Ms Maria de Fátima QUETA  
Manager, Ministério da Agricultura

Mr Manuel SANTOS ASSIS  
Head of the Department, Ministry of Industry

### ALGERIA - ALGÉRIE - ARGELIA

#### Chef de Délégation

Mr Abdesslem CHELGHOUIM  
Secrétaire Général,  
Ministère des Affaires Etrangères

#### Délégué

Ms Saida ZOUGGAR  
Directrice chargée des investissements et de la  
coopération, Ministère des Affaires Etrangères

Mr Abraao Francisco SILVESTRE H.X.C.

### ARGENTINA - ARGENTINE

#### Jefe de Delegación

Mr Ernesto ÁLVAREZ  
Embajador de la República Argentina  
en la India

### ARMENIA - ARMÉNIE

#### Head of Delegation

Nune SARUKHANYAN  
President, Green Lane,  
Agricultural Assistance NGO

### ANGOLA

#### Chef de Délégation

Mr António SAPALO  
Vice-Minister of Industry, Permanent Mission  
of the Republic of Angola to the International  
Organizations in Vienna

#### Délégué

Mr Pedro BARROS KATENDI  
National Director of Agro-Industries,  
Ministry of Industry

Mr José Gonçalves COSTA RIBERIO  
National Director, Ministry of Industry

Mr João Cristovão DE BARROS  
Manager, Ministério da Agricultura

Ms Aia-Eza GOMES DA SILVA  
Administradora Financeira,  
Ministério da Agricultura

Mr Estevao JAI  
Angola Embassy in India

Mr Domingos João PEREIRA  
Head of Section,  
National Directorate of Agriculture

### BANGLADESH

#### Head of Delegation

Mr Anil Chandra SARKER  
Deputy Director (Monitoring), Field Service  
Wing, Department of Agriculture Extension,  
Khamarbari, Dhaka

#### Delegate

Ms Mahbooba PANNA  
Senior Assistant Secretary, Ministry of Industries

### BELGIUM - BELGIQUE - BÉLGICA

#### Chef de Délégation

Mr Bert SCHOOFs  
Counsellor (Political & Economic),  
Embassy of Belgium in New Delhi

### BELIZE - BELICE

#### Head of Delegation

Mr Thomas TILLET  
Marketing Officer,  
Ministry of Agriculture and Fisheries

**BENIN - BÉNIN****Chef de Délégation**

Mr Akanni Gafari ADEBO  
Conseiller Technique à l'Industrie,  
Ministère de l'Industrie et du Commerce

**Délégué**

Mr Dossou LOKOSSOU  
Chargé des agro industries à la Direction  
Générale de l'Industrie, Ministère de l'Industrie  
et du Commerce du Bénin

**BHUTAN - BHOUTAN - BHUTÁN****Delegate**

Mr Ugyen PENJORE  
Chief Post Production Officer,  
National Post Harvest Center  
Department of Agriculture

Mr Leela Dhar POKHREL  
Marketing Manager,  
Buthan Agro-Industry Limited

**BOTSWANA****Head of Delegation**

Mr Leonard PUTHI  
Director, Department of Industrial Affairs

**BRAZIL - BRÉSIL - BRASIL****Head of Delegation**

Mr Wilson VAZ DE ARAÚJO  
Director of Agricultural Economy, Ministry of  
Agriculture, Livestock and Food Supply

**BURKINA FASO****Chef de Délégation**

Mr Salif DIALLO  
Ministre de l'Etat, Ministre de l'Agriculture, de  
l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques

**Délégué**

Mr Joseph Corneille TOE  
Chef du Bureau des Technologies  
Agroalimentaires, Ministère Agriculture,  
Hydraulique & Ressources Halieutiques

Mr Adama TRAORE  
Direction Générale du Développement Industriel,  
Mission Permanente du Burkina Faso

**BURUNDI****Chef de Délégation**

Mr Emile NTAHONDI  
Chef de Cabinet, Ministère de l'Agriculture  
et de l'Elevage

**Délégué**

Mr Emile BUZOYA  
Représentant du Centre FOCODE  
pour l'Appui au Développement Agricole  
Secteur privé

Mr Emmanuel NIYUNGEKO  
Conseiller à la Direction Générale de l'Industrie,  
au Ministère du Commerce, de l'Industrie  
et du Tourisme

**CAMBODIA - CAMBODGE - CAMBOYA****Head of Delegation**

Mr Leng PHAT  
Director of Department of Agro-Industry  
Ministry of Agriculture, Forestry  
and Fisheries (MAFF)

**CAMEROON - CAMEROUN - CAMERÚN****Chef de Délégation**

Mr Jean Pierre KEDI  
Secrétaire Général du Ministère Industrie,  
Mines et Développement Technologie

**Délégué**

Mr Côme MBOUDOU MBALA  
Secrétaire Permanent du Programme de  
Reconversion Economique de la Filière Banane  
Plantain au Cameroun (PREBAP), Ministère de  
l'industrie, des Mines et du  
Développement Technologique

**CANADA - CANADÁ****Delegate**

Ms Adree Marie DUSSALT  
Canadian Embassy in New Delhi  
Mr Andrew LAM  
Counsellor (Agriculture & Food),  
Canadian Embassy in New Delhi

Mr Gurbans SOBTI  
Trade Advisor, Chandigarh

**CHAD - TCHAD****Chef de Délégation**

Dr Molengar NGOUNDO  
Chargé d'appui à la Direction Général du Génie  
Rural et de l'Hydraulique Agricole, Ministère de  
l'Agriculture

**Délégué**

Mr Djondang KOYE  
Directeur scientifique de l'Institut Tchadien de  
recherche agronomique pour  
le développement (ITRAD)

## Liste des délégués et des observateurs

**CHILE - CHILI****Ponente**

Mr Pablo VILLALOBOS MATELUNA  
Asesor Superior, Ministerio de Agricultura

**CHINA - CHINE****Head of Delegation**

Mr Wang XIUZHONG  
Deputy Director General of the Bureau of  
Township Enterprises of the Chinese  
Ministry of Agriculture

**Delegate**

Mr Zhang BO  
Officer of the Bureau of Township Enterprises,  
Ministry of Agriculture, P.R. China

Mr Wang HAI  
Resercher, APD of the Ministry of Agriculture

**COLOMBIA - COLOMBIE****Jefe de Delegación**

Mr Juan Alfredo PINTO SAAVEDRA  
Embajador, Embajada de Colombia en la India

**Delegado**

Mrs Soraya CARO  
Oficina Comercial, Embajada de Colombia en la  
India

Ms Lina Marcela IBÁNEZ  
Consejera, Embajada de Colombia en la India

**COMOROS - COMORES - COMORAS****Chef de Délégation**

Mr Obeidilah CHARIF  
Directeur National de l'Industrie, Ministère de  
l'Energie, Mines, Industrie et Artisanat

**CONGO****Chef de Délégation**

Mr Emmanuel GANGUIA  
Directeur Général de l'Industrie, Ministère du  
développement industriel et de la promotion  
du secteur privé

**Délégué**

Mr Pascal ITOUA  
Ingénieur en Industrie Alimentaire, Ministère  
de l'Agriculture et de l'Elevage

Mr Auguste MOUTSINGA  
Ingénieur Alimentaire, Ministère de l'Agriculture  
et de l'Elevage

Mr Maurice NKAYA  
Directeur général de la pêche et de l'aquaculture  
continentales, Ministère de la pêche maritime et  
continentale, chargé de l'aquaculture

Mr Aimé Claude Bienvenu NZOUNGOU  
Attaché aux archives et documentation  
au Cabinet du Ministre, Ministère du  
développement industriel et de la promotion  
du secteur privé

**COSTA RICA****Jefe de Delegación**

Mrs Rosa Murillo VÁSQUEZ  
Subgerente General del Consejo Nacional  
de Producción CNP

**Delegado**

Ms Silvia URBIXIA

**CÔTE D'IVOIRE****Délégué**

Mr Yéo GUEFALA  
Directeur Général de I2T (Société Ivoirienne  
de Technologie Tropicale)

Mr René KOSSA  
Directeur de la Valorisation des Produits (DVP),  
Ministère de l'Agriculture

**CROATIA - CROATIE - CROACIA****Head of Delegation**

Mrs Alma LJUBIC  
Cousellor-Embassy of the Republic of Croatia

**CUBA****Jefe de Delegación**

Mrs Marisa CHAILLOUX LAFFITA  
Directora de Calidad  
Ministerio de Agricultura

**DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO  
- RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO -  
REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DEL CONGO****Chef de Délégation**

Ms Philomène NKOY INSILO  
Secrétaire Général à l'Industrie,  
Ministère de l'Industrie et PME

**Délégué**

Mr Auguy BOLANGA MENGA MOMENE  
Conseiller, Ministère de l'Industrie et PME

Mr Bernard BOTIMA BOLONGOLA  
Conseiller chargé de l'Agro-Industrie au  
Ministère de Développement Rural

Mr Sege-Fidile KAZADI MWIKA  
Analyste des Projets, Fonds de Promotion  
de l'Industrie

Mr François KAZADI TCHALULOMBA  
Directeur-Chef de Département de la Promotion  
Economique et Commerciale de la Fédération  
des Entreprises du Congo (FEC)

Mr Constantin MBENGELE KWETE THAMUK  
Administrateur Délégué Général,  
Fonds de Promotion de l'Industrie

Mr Hilaire MBUANDI NGOMA  
Vice-Président de la Confédération Syndicale  
du Congo (CSC)

M. Saturnin WANGWAMBA MUTSHIMA  
Chef de Division Elaboration des Normes,  
Ministère de l'Industrie et PME

## DJIBOUTI

### Chef de Délégation

Mr Abdoukader Mohamed KAMIL  
Minister de l'Agriculture, de l'Elevage  
et de la Mer

### Délégué

Mr Mahamoud Doualeh DJAMA  
Secrétaire Général au MAEM-RH

Mr Ali GAMIL ABDOULKARIM  
Consul Honoraire et Président Général  
du GROUPE AL-GAMIL,  
Représentant du secteur privé

Mr Husam MOHAMED QAID  
Ingénieur Industriel, Société ABU YASSER  
International

Mr Mohamed MOUSSA CHEHEM  
Ambassadeur, Représentant permanent de la  
République de Djibouti auprès de la FAO

## ECUADOR - ÉQUATEUR

### Jefe de Delegación

Mr Xavier CEVALLOS SAAVEDRA  
Viceministro de Agricultura, Ministerio de  
Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca

## EGYPT - ÉGYPTE - EGIPTO

### Head of Delegation

Mr Tarek EL BAZ  
Ministry of Trade and Industry

### Delegate

Mr Mahmoud EL BASSYOUNY  
National Project Director, UNIDO/Etrace

## EL SALVADOR

### Jefe de Delegación

Mr Ever HERNÁNDEZ  
Presidente del Centro Nacional de Tecnología  
Agrícola y Forestal (CENTA)  
Ministerio de Agricultura y Ganadería

## EQUATORIAL GUINEA - GUINÉE ÉQUATORIALE - GUINEA ECUATORIAL

### Delegado

Mrs Consolación Natividad BINDANG MBA  
Directora General de Capacitación  
e Investigación Agropecuaria

Mrs Caridad MBANG EDU

Mr D. Salomón NFA NDONG  
Director General de Agricultura

Mr Silvestre Fernando ORICHI SOKAÑA  
Ingeniero, Ministerio de Minas, Industria y  
Energía

## ERITREA - ÉRYTHRÉE

### Head of Delegation

Mr Yohannes TENSUE  
First Secretary, Alternate Permanent  
Representative to FAO, Embassy of Eritrea  
in Rome

## ETHIOPIA - ÉTHIOPIE - ETIOPÍA

### Delegate

Mr Dandena CHEMEDA  
Department Head, Ministry of Trade & Industry

Mr Hagos SEQUAR  
Team Leader, Ministry of Trade & Industry

Ms Tejitu Beyene YENESU  
Senior Expert of Agricultural Economics, Federal  
Ministry of Agriculture and Rural Development

## Liste des délégués et des observateurs

**FIJI - FIDJI****Head of Delegation**

Mr Vatimi RAYALU  
Senior Economic Planning Officer,  
Ministry of Agriculture and Primary Industries

**FRANCE - FRANCIA****Chef de Délégation**

Ms Christine TON NU  
Chef du Bureau des Stratégies Agroalimentaires

**Délégué**

Mr Pascale FLEURY  
Ambassade de France en Inde

**GAMBIA - GAMBIE****Delegate**

Mr Momodou Lamin CEESAY  
Deputy Permanent Secretary for Finance  
and Administration  
Department State for Agriculture

Mr Musa M. DAMPHA  
Director, National Agricultural Development  
Agency

**GEORGIA - GÉORGIE****Head of Delegation**

Mr Rati MEKVABISHVILI  
Head of Division for Euro-integration and  
Relations with International Organizations of  
the Department for International Organizations  
Relations and Project Management of the  
Ministry of Agriculture

**GERMANY - ALLEMAGNE - ALEMANIA****Delegate**

Mr Eberhard HAUSER  
GTZ, Germany Cooperation

Mrs Ursula HOLZHAUSER  
Counsellor, Embassy of Federal Republic  
of Germany

**GHANA****Head of Delegation**

Mr Robert TANDOR  
Deputy Chief industrial Promotion Officer,  
Ministry of Trade, Industry, Private Sector,  
Development and President's Special Initiatives

**Delegate**

Mr Benjamin HEH  
Deputy Director/Exports, Ministry of Trade  
and Industry

**GRENADA - GRENADE - GRANADA****Head of Delegation**

Mr James FITZROY  
General Manager, Marketing & National  
Importing Board

**GUATEMALA****Jefe de Delegación**

Mr Lauriano FIGUEROA  
Asesor del Ministro de Agricultura,  
Ganadería y Alimentación

**GUINEA - GUINÉE****Chef de Délégation**

Dr Mohamed CAMARA  
Minister de l'Agriculture, de l'Elevage,  
de l'Environnement et des Eaux et Forêts

**Délégué**

Mr Fodé Mamoudou BANGOURA  
Union Producteurs de Fruits Guinée Maritime

Mr Mamadou Billo BARRY  
Directeur Scientifique de l'Istitut Recherche  
Agronomique de Guinée, Ministère Agriculture

Mr Alseny SYLLA  
Directeur National Adjoint du développement  
Industriel

Mr Elhadj Bakary CAMARA  
Membre de la Chambre Nationale  
de l'Agriculture

M. Kaba CAMARA  
Expert National Politique Agricole et point,  
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage  
et Environnement

Ms Mariama CAMARA  
Directrice Générale de Société Guinéenne  
de Palmier à Huile et d'Hévéa (SOGUIPAH)

Mrs Nyama CAMARA  
Service National des Sols, Ministère  
de l'Agriculture

Mme Abiba Mayaki DIALLO  
Présidente ONG/KENYA-DONSE-FANY

Mr Alpha Amadou DIALLO  
Directeur, Compagnie des Eaux Minérales  
de Guinée

Mr Mohamed DIALLO  
PDG, Compagnie des Eaux Minérales de Guinée

Mr Morlaye DIALLO  
Président de la Chambre Nationale du  
Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat

Mr Mamadi Koumba DIAWARA  
Point Focal Biocarburant

Mme Aminata DIOP  
Kenya Nema Kindia

Mr Laye Diata KONATE  
Directeur Général Adjoint du Bureau central  
des Etudes et de la Planification Agricole

Mr Elhadj Mohamed NOBA  
Premier Vice Président de la Chambre Nationale  
d'Agriculture

Mr Mamady TRAORE  
Minister de l'Industrie, du Commerce,  
du Tourisme et de l'Artisanat

#### GUINEA-BISSAU - GUINÉE-BISSAU

##### Chef de Délégation

Mr Mamba SAMATI  
Directeur Général de la Promotion et Animation  
Rurale, Ministère de l'Agriculture  
et du Développement Rural

#### GUYANA

##### Head of Delegation

Mr Ronald GAJRAJ  
High Commissioner, Guyana High Commission,  
New Delhi

#### HAITI - HAÏTI - HAITÍ

##### Chef de Délégation

Ms Maguy DURCE  
Ministre du Commerce et de l'Industrie

##### Délégué

Mr François MAUROIS  
Directeur de Cabinet du Secrétaire d'Etat a  
L'Agriculture, Ministère de l'Agriculture des Ress.  
Naturelles et du Développement

#### HONDURAS

##### Jefe de Delegación

Mr Angel Emilio AGUILAR MEJÍA  
Asesor Despacho Ministerial

#### HUNGARY - HONGRIE - HUNGRÍA

##### Head of Delegation

Dr Attila SZÁNTÓ  
Counsellor of Economy and Trade, Hungarian  
Embassy in India

#### INDIA - INDE

##### Delegate

Dr SP AGRAWALA  
Head, Dairy Engg., NDRI, Karnal

Dr Nawab ALI  
DDG (Engg), ICAR HQ

Dr Bangali BADOO  
Director, IINRG, Ranchi

Mr Sameer BARDA  
Director, FICCI, Tansen Marg, New Delhi

Dr KL CHADHA  
Chairman, Indian Society of Agribusiness  
Professional, New Delhi

Dr Pitam CHANDRA  
ADG (PE), ICAR HQ

Shri U.K.S. CHAUHAN  
JS (Marketing), DAC  
Phone: 23382444

Mr SS CHAWLA  
Director, ASSOCHAM

Dr M.L. CHOUDHARY  
Commissioner, Horticulture Commissioner, DAC

Dr VL COPRA  
Member, Planning Commission, New Delhi

Shri Ravi DHINGRA  
Chief Secretary, Government of Himachal  
Pradesh, HP Secretariat, Shimla

Dr Vandana DWIVEDI  
Jt. Advisor, Planning Commission, New Delhi

Dr S. GIRIJA  
Director, Integrated Fisheries Project, DAHD&F,  
Kochi

Mr K.K. GUPTA  
GM, NABARD, New Delhi

## Liste des délégués et des observateurs

Mr R.K. GUPTA  
Professor of Biotechnology, GCS Indraprastha  
University

Mr Vishal GUPTA  
Pixie Consulting Solutions, Ltd, Karnal

Dr M.A. HALEEM  
Pixie Consulting Solutions, Ltd, Karnal

Dr SB HOSAMANI  
Head and Professor of Agricultural Economics,  
Agri Business And Export Knowledge Centre  
University Of Agricultural Sciences  
Dharwad

Shri Lal HUMA  
Chief Secretary, Nagaland, New Secretariat,  
Kohima

Mr RCA JAIN  
Former Secy, DAC

Shri Johnny JOSEPH  
Chief Secretary, Government of Maharashtra,  
Mantralya, Mumbai

Dr DC JOSHI  
Dean, Food Processing, AAU, Anand

Ms Sandeepa KANITKAR  
Member TAC, Planning Commission, New Delhi

Ms Mala KAPOOR  
Secretary, ICHR  
Email: malakapoor\_shantisahyog@hotmail.com

Dr Abhijit KAR  
Scientist (SS), PHT Division, IARI, New Delhi

Ms Indrani Kar KAR  
Sr. Director & Head Agriculture, Confederation  
of Indian Industry, New Delhi

Shri Surjit KISHORE DAS  
Chief Secretary, Government of Uttarakhand

Dr N. KONDAIAH  
Director, NRC on Meat, Hyderabad

Dr SD KULKARNI  
Proj. Director (SPU), CIAE, Bhopal

Dr Adarsh KUMAR  
Sr. Scientist, Agril. Engg. Division, IARI,  
New Delhi

Mr Ajit KUMAR  
Joint Secretary, Ministry of Food Processing  
Industries, New Delhi

Shri Bijay KUMAR  
Managing Director,  
National Horticulture Board (NHB)

Mr P. KUMAR  
Vice President, (Exports) Ruchi Soya ,Industries  
Ltd.

Sri Saurabh KUMAR  
Ambassador, Embassy of India in Austria, Vienna

Mr Atul MALIK  
Executive, Technopak, Gurgaon  
Email: atul.malik@technopak.com

Dr N.R. MAMLE DESAI  
Assoc Professor of Agril. Econ.,  
University Of Agricultural Sciences in Dharwad

Sri Prasant MISRA  
Joint Secretary, NCPAH, DAC, MOA, New Delhi

Dr SK NANDA  
Proj. Coord (PHT), CIPHET, Ludhiana

Dr RK PAL  
Principal Scientist, IARI, New Delhi

Mr N.B. PATIL  
Principal Secretary (Agri & Hort.),  
Maharashtra, India

Dr RT PATIL  
Director, CIPHET, Ludhiana

Shri S.K. PATTANAYAK  
JS (NHM), DAC  
Phone: 23381757

Mr RAMADHAR  
Chairman, SFC, Bihar

Dr B. RANGANNA  
Research Engineer, AICRP on PHT, UAS, Bagalore

Dr DS RAO  
Faculty of Science, Dayal Bagh Deemed  
University, Agra

Shri Sudhakar RAO  
Chief Secretary, Government of Karnataka,  
Baglurur

Ms Suranjana RAY  
Managing Director, Small Farmers Agri Business  
Consortium (SFAC)

Dr Bhaskar REDDY  
Sr. Officer, FICCI, New Delhi

Mr RISHI  
Soy-processing Entrepreneur, Abohar,  
Agro-industries entrepreneur, Abohar, Punjab

Dr VV SADAMATE  
Advisor, Planning Commission, New Delhi

Dr DVK SAMUEL  
Head, PHT, ICAR Institutes

Mr R.S. SANDHU  
IAS, Financial Commissioner Development,  
Punjab, Chandigarh

Mr SK SANDHU  
Managing Director, Punjab Agro-Industries,  
Chandigarh

Dr Vajay SARDANA  
Director, Agribusiness Knowledge Services,  
New Delhi (TAC Member)

Dr Suri SEHGAL  
Member, TAC, Planning Commission, New Delhi

Dr VK SEHGAL  
Research Engineer, PAU, Ludhiana

Mr SN SHARMA  
SME, New Delhi

Dr JT SHERIFF  
Principal Scientist, CTCRI, Trivendram

Mr P.K. SHUKLA  
JS, Poultry, Department of Animal husbandary,  
Dairying and fisheries

Dr Amar SINGH  
Joint Secretary, Ministry of Rural Development,  
New Delhi

Shri Jarnail SINGH  
Chief Secretary, Government of Manipur,  
New Secretariat, Imphal

Shri Ramesh Inder SINGH  
Chief Secretary, Government of Punjab, Punjab  
Civil Secretariat, Chandigarh

K.K. SINHA  
Additional Industrial Adviser, Ministry of  
Commerce and Ministry Department of Industrial  
Policy & Promotion

Dr S.N. SINHA  
Head, IARI Regional Station, Karnal

Dr S. SREENIVASAN  
Director, CIRCOT, Mumbai

Dr PK SRIVASTAVA  
Dean, CAU. Gangtok

Dr KP SUDHEER  
Asstt. Prof. (PHT), CAE, KAU, Tavanur

Dr DPS VERMA  
Chairman, TAC on, Secondary Agriculture,  
Planning Commission

Mr Pradeep VYAS  
MD, MAID, Maharashtra

Shri Pradeep WIG  
Chairman of Agriculture and  
Food Processing Committee

## INDONESIA - INDONÉSIE

### Delegate

Mr Jamil MUSANIF  
Assistant Director, Agricultural Product  
Processing, Head of Environment conservation  
sub-division, Directorate General of Agriculture  
Products-Ministry of Agriculture

Ms Dhiah NURAINI  
Researcher, Indonesia Center for Agro-Based  
Industry (BBIA)

**IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) - IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') - IRÁN (REPÚBLICA ISLÁMICA DE)****Delegate**

Mr Sohrab JAVADIKHASRAGHI  
UNIDO National Project Coordinator in Iran

Ms Neda MAZIDABADI  
Food Technologist, Food Industries Department,  
Ministry of Jihad-e-Agriculture

Mr Seyed Ebadullah MORTAZAVI  
Food Technologist, Food Industries Department,  
Ministry of Jihad-e-Agriculture

**IRAQ****Head of Delegation**

Mr Yacoub SHUNIA  
Economic Advisor, Ministry of Industry  
and Minerals

**Delegate**

Mr Mudhafar JAFAR  
Director General, General Company of Vegetable  
Oil Industries

**ISRAEL - ISRAËL****Head of Delegation**

Ms Tammy BEN-HAIM  
Head of International Cooperation (MASHAV),  
Embassy of Israel in New Delhi

**ITALY - ITALIE - ITALIA****Chef de Délégation**

Mr Raffaele TIMPANO  
Italian Embassy in New Dehli

**JAMAICA - JAMAÏQUE****Head of Delegation**

Ms Patricia Delvera LYTTLE  
Commodity Specialist, Ministry of Agriculture

**JAPAN - JAPON - JAPÓN****Head of Delegation**

Mr Hisashi SAKATA  
First Secretary (Agricultural Attache),  
Embassy of Japan in India

**JORDAN - JORDANIE - JORDANIA****Head of Delegation**

Ms Maha ARABYAT  
Director of Agro-Industry Departement  
Organization

**KENYA****Head of Delegation**

Dr Willy AMBECHI SONGA  
Agriculture Secretary, Ministry of Agriculture

**Delegate**

Mr Fred GHACIE KARIUKI  
Executive Officer, Kenya Association  
of Manufactures (KAM)

Mr Gabriel MWAURA MUNGAI  
Senior Assistant Director,  
Ministry of Livestock and Fisheries

Mr Thomas OMWANGE  
Industrial Development Officer

Mr Fred Masibo SIMIYU  
Chief Industrial Development Officer,  
Ministry of Trade and Industry

Mrs Anne WANJIKU CHELE  
Senior Assistance Director, Agricultural Sector  
Coordination Unit (ASCU),  
Ministry of Agriculture

**KYRGYZSTAN - KIRGHIZISTAN - KIRGUISTÁN****Head of Delegation**

Mr Rysbek APASOV  
Head of Agriculture Relations  
and Investments Department

**LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC -  
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO -  
REPÚBLICA DEMOCRÁTICA POPULAR LAO****Head of Delegation**

Soukhavong KHODSIMOUANG  
Deputy Director of Clean Agriculture  
Development Centre

**LEBANON - LIBAN - LÍBANO****Chef de Délégation**

Mr Georges EL-KHOURY  
Acting General Director, Ministry of Industry

**Délégué**

Ms Mariam Youhanna EID  
Expert, Ministry of Agriculture

Mr Ahmad HOTEIT  
Syndicate of Lebanese Food Industries

**LESOTHO****Delegate**

Mr Mamoji LETSAPO

Ms Lucy Mabolaoane PHAKISI  
Senior Economic Planner

Mr Daniel PHEKO RETS'ELISITSOE  
Marketing Officer-Ministry of Trade  
and Industry (UNIDO)

Mr Qenehero TSOKELI

**LIBERIA - LIBÉRIA**

Mr Michael D. TITOE  
Senior Economist, Ministry of Agriculture

**MADAGASCAR****Chef de Délégation**

Mr Ladislas Adrien RAKOTONDRAZAKA  
conseiller Technique du Ministre,  
Ministère de l'Economie, du Commerce  
et de l'Industrie

**Délégué**

M Marinjava Luc Elson FINDRAMA  
Ingénieur Agronome et Exploitant Agricole,  
Société Civile

Ms Elénore RABEMANAHJARA - ANDRIANOELY  
Présidente de l'Union des Professionnels  
des Fruits et Légumes de Madagascar

Ms Hary Tiana RAHAINGOALISON  
Appui à la commercialisation et développement  
des filières, Tropical Food Madagascar

Mr Ndimbisoa RALAMBOFIRINGA  
National Coordinator-Millennium Challenge  
Account-MCA

Mr Findrama Elson SAMBIHEVINY  
Chargé d'Affaires, Ambassade de Madagascar  
à Rome

**MALAWI****Head of Delegation**

Mr Mhango BREBNER  
Director of Planning, Ministry of Industry  
and Trade

**Delegate**

Ms Esther MWIMBA  
Principal Industrial Development Office,  
Ministry of Industry and Trade

**MALAYSIA - MALAISIE - MALASIA****Head of Delegation**

Mr Hassan DAUD  
Agro-Based Industry Division,  
Ministry of Agriculture and Agro-Based Industry

**MALDIVES - MALDIVAS****Head of Delegation**

Mr Mohamed LUVEIZ  
Director of Economic Affairs,  
Ministry of Economic Development and Trade

**MALI - MALÍ****Chef de Délégation**

Mr Bréhima N'DIAYE  
Directeur Général Adjoint, CPS/SDR,  
Ministry of Agriculture

**Délégué**

Mr Mahamadou Dit Cheickne DOUCOURE  
Conseiller Technique, Ministère de l'Economie  
de l'Industrie et Commerce

**MAURITIUS - MAURICE - MAURICIO****Head of Delegation**

Mrs Mohinee NATHOO  
Principal Assistant Secretary, Ministry  
of Agro-Industry and Fisheries

**Delegate**

Mr Dhaneswar DUMUR  
Director Agricultural Research  
and Extension Unit

**MONGOLIA - MONGOLIE****Delegate**

Mr Galsabanbuyan DEMCHIGDORJ  
Head of External Cooperation Division,  
Ministry of Food and Agriculture

**MOROCCO - MAROC - MARRUECOS****Chef de Délégation**

Mr Zakaria ABDELKADER  
Head of Division, Ministry of Agriculture

**Délégué**

Mr Bourarach EL HASSAN  
Chercheur au Département Energie et  
Agroéquipements à l'Institut Agronomique  
et Vétérinaire Hassan II

Mr Youssef LAKIBIDA

Chef de service à la Division des industries  
agroalimentaires  
Ministère de l'Industrie, du Commerce  
et des Nouvelles Technologies

**MOZAMBIQUE****Head of Delegation**

Mr António FERNANDO  
Minister of Industry and Commerce

**Delegate**

Mrs Odete DA CONCEIÇÃO JEREMIAS  
MONDLANE TSAMBA  
Director of the Technical Unit of Rural  
Industrialization, Ministry of Industry and Trade

Mr José António GASPAS  
Director Nacional de Extensão Agrária,  
Ministry of Agriculture

Mr Paulo GRAÇA  
Minister Assistant, Ministry of Industry and Trade

Ms Nilsa Sandra MIQUIDADE  
Deputy National Director of Industry,  
Ministry of Industry and Trade

**MYANMAR****Head of Delegation**

Mr U ZAW WIN  
General Manager, Extension Education Division,  
Ministry of Agriculture and Irrigation

**Delegate**

Mr Khin TUN  
Deputy General Manager, Pulp and Paper  
Plant, Myanmar Paper and Chemical Industries,  
Ministry of Industry

**NAMIBIA - NAMIBIE****Head of Delegation**

Mr K. Shipoke KONDJASHILI  
Chief Economist for Small Scale and Informal  
Industry Division, Ministry of Trade and Industry

**NEPAL - NÉPAL****Head of Delegation**

Mr Uttam Kumar BHATTARAI  
Director General, Department of Food  
Technology and Quality Control

**NETHERLANDS - PAYS-BAS - PAÍSES BAJOS****Head of Delegation**

Mr Hans Willem Johannes WOLFF  
Counsellor for Agriculture, Nature and Food  
Quality at the Embassy of the Kingdom  
of the Netherlands, New Delhi

**NICARAGUA****Jefe de Delegación**

Mrs Juana María BÜSCHTING MORALES  
Directora Ejecutiva, Instituto de Desarrollo Rural

**NIGER - NÍGER****Chef de Délégation**

Mr Aboubacar Mamadou KOURNA  
Directeur Général de l'Agriculture,  
Ministère du Développement Agricole

**Délégué**

M. Saley KAKA  
Chef department technologie alimentaire,  
Institut national de la Recherche Agronomique  
du Niger (INRAN)

**NIGERIA - NIGÉRIA****Head of Delegation**

Mr Adamu MAINA WAZIRI  
Honourable Minister of State, Federal Ministry  
of Agriculture and Water Resources

**Delegate**

Mr Moses ADEWUYI  
Deputy Director Agro-processing Department,  
National Food Reserve Agency

Mr Gidado BELLO  
Special assistant of Director  
National Food Reserve Agency

Mr Salisu INGAWA  
Executive Director of the National Food Reserve  
Agency, National Food Reserve Agency

Mr Cheikh Tidiane SARR  
Chief Technical Adviser, National Programme  
for Food Security

Mr Funso AKILAPA  
Director, Federal Ministry of Agriculture  
and Water Resources

Mr Olagbaju Mudasiru AKEJU  
Assistant Director, Federal Ministry  
of Agriculture and Water Resources

Mr Ibrahim MOHAMMED YABANI  
Adviser to the Hon. Min. of State, Federal  
Ministry of Agriculture and Water Resources

**PAKISTAN - PAKISTÁN****Head of Delegation**

Mr Shahid MALIK  
High Commissioner of Pakistan

**Delegate**

Mr Fazal ABBAS MAKEN  
Minister (Trade), Pakistan High Commission

Mr Malik Zahoor AHMAD  
Director General, National Animal and Plant  
Health Inspection Services, Ministry of Food,  
Agriculture & Livestock

Mr Abdul Ghaffar SOOMRO  
Chairman, Pakistan Standard and Quality  
Control Authority

**PANAMA - PANAMÁ****Delegado**

Ms Elisabeth NAVARRO  
Coordinadora de Agroindustrias, Capira R-5,  
Ministerio de Desarrollo Agropecuario

Ms Martina PINILLA  
Directora Nacional de Agroindustrias, Ministerio  
de Desarrollo Agropecuario

Mr Angel Santos PÉREZ ORTEGA  
Administrador de la Planta La Montuna-Divisa,  
Ministerio de Desarrollo Agropecuario

Mr Roger UREÑA VÁSQUEZ  
Planificador de la Dirección Nacional  
de Agroindustrias,  
Ministerio de Desarrollo Agropecuario

**PAPUA NEW GUINEA - PAPOUASIE-NOUVELLE-  
GUINÉE - PAPUA NUEVA GUINEA****Delegate**

Mr Tarcisius ERI

**PARAGUAY****Jefe de Delegación**

Ms Carmen Adela GALDONA GALVÁN  
Directora General de la Dirección General  
de Planificación,  
Ministero de Agricultura y Granadería

**PHILIPPINES - FILIPINAS****Head of Delegation**

Ms Maria Luisa Isabel LIM-JOLONGBAYAN  
Supervising Economic Development Specialist,  
National Economic and Development Authority  
(NEDA)

**MOLDOVA****Head of Delegation**

Dr Ion PERJU  
Deputy Minister for Agriculture  
and Food Industry,  
Ministry of Agriculture and Food Industry

**ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA****Chef de Délégation**

Ms Mariana RADU  
Deputy General Director for Agricultural Policy  
Implementation,  
Ministry of Agriculture and Rural Development

**Délégué**

Ms Luminita-Laura ANDONIU  
Counsellor for European Affairs,  
Ministry of Agriculture and Rural Development

**RUSSIAN FEDERATION - FÉDÉRATION DE RUSSIE -  
FEDERACIÓN DE RUSIA****Delegate**

Mr Dmitry KRYUKOV  
Embassy of the Russian Federation in India

Alexander S. NELVIKOV  
Embassy of the Russian Federation in India

Mr Valery POPOVTSEV  
Counsellor - Agriculture,  
Embassy of the Russian Federation in India

Mr Andrey SOROKIN  
Minister Counsellor,  
Embassy of the Russian Federation in India

**RWANDA****Délégué**

Dr François MUNGALI  
President of the Chamber of Agriculture &  
Livestock, Private Sector Federation

Mr Emmanuel NDAHIRO  
Vice President of the Chamber of Agriculture &  
Livestock, Private Sector Federation

## Liste des délégués et des observateurs

**SAINT LUCIA - SAINTE-LUCIE - SANTA LUCÍA****Head of Delegation**

Mr Eldon SERIEUX  
Managing Director, Frooty Foods Ltd

**SAUDI ARABIA - ARABIE SAOUDITE - ARABIA SAUDITA****Delegate**

Mr Mohammed bin Ibrahim AL HAIDARI  
National Rural Development Project Director,  
Ministry of Agriculture

Mr Abdulmaeed bin Mohammed AL HAMAD  
Agricultural Engineer, Studies, Planning and  
Statistics Department, Ministry of Agriculture

Mr Ahmed bin Saud AL-MASHHADI  
Director Food Industries, National Centre for  
Agricultural Research and Animal Resources

**SENEGAL - SÉNÉGAL****Chef de Délégation**

Mr Ngouda BA  
Ingenieur Agronome et Conseiller Technique,  
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage

**SIERRA LEONE - SIERRA LEONA****Head of Delegation**

Mr Emmanuel Keifala ALIEU  
Director General Ministry of Agriculture,  
Forestry and Food Security

**Delegate**

Mr Sahid KOROMA  
Manager, MARIKA Enterprises

Mr F.K. KAMARA  
Manager, Fomeh Industrial & National  
Industrialization Centre (FINIC)

**SLOVAKIA - SLOVAQUIE - ESLOVAQUIA****Head of Delegation**

Mr Robert MAXIAN  
First Secretary & Head of Commercial Section,  
Economic and Commercial Affairs,  
Embassy of the Slovak Republic

**SLOVENIA - SLOVÉNIE - ESLOVENIA****Head of Delegation**

Dr Ales KUCHAR  
Member of the cabinet of the Ministry of  
Agriculture, Forestry and Food  
of the Republic of Slovenia

**SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD - SUDÁFRICA****Head of Delegation**

Ms Imameleng MOTHEBE  
Director Agro-Processing,  
Department of Trade and Industry

**Delegate**

Ms Erasmus CORINGA  
Project Manager,  
Council for Scientific and Industrial Research

Mr Duncan STEWARD  
Managing Director, Lima Rural Development

Mr Nico KRUGER  
Managing Director, Tongaat Hulkett Starch

Mr Botha LAMBERT  
Trade Law Specialist

Ms Moroka MATSHIDISO  
Research and Development Outcomes Manager

Mr Molefe MOKOENA  
CEO, National African Farmers Union  
of South Africa

Mr Ronald RAMABULANA  
CEO, National Agricultural Marketing Council

Mr Shadrack MOEPHULI  
Agricultural Research Council, Agriculture  
Research Council

Mr Madima TSHIFHIWA  
Director Agro-Processing, Department  
of Trade and Industry

Mr Masizakhe ZIMELA  
Chief Director, Resource Based Industries,  
Department of Trade and Industry - South Africa

**SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA****Jefe de Delegación**

Ms Ruth ADAB GONZÁLEZ  
Agregada Comercial de la Oficina Comercial  
de la Embajada de España en la India

**Delegado**

Mr Alejandro AUPI CHUECA  
Asistente Comercial de la Oficina Comercial  
de la Embajada de España en la India

**SRI LANKA****Head of Delegation**

Mr Hector BETHMAGE  
Hon. Minister, Ministry of Agriculture and Lands  
(W.P.)

**Delegate**

Mr Wijepala GURUGE  
Secretary, Ministry of Industrial Development

Mr Sisira KODIKARA TISSAKUMARA  
Secretary, Ministry of Agriculture & Lands (W.P)

Mr Youssef MERWEH  
Deputy General Manager,  
General Organization for Food Industry

**THAILAND - THAÏLANDE - TAILANDIA****Delegate**

Ms Nantaporn LAOBOONCHAROEN  
First Secretary, Royal Thai Embassy

Mr Bolbongse VANGPHAEN  
First Secretary, Royal Thai Embassy

**SWAZILAND - SWAZILANDIA****Head of Delegation**

Mr Deris Mathabela HLOPHE  
Agriculture Marketing Economist,  
Ministry of Agriculture and Cooperatives

**TOGO****Chef de Délégation**

Ms Ekpetsi Oyaboulaou BOUKA  
Directrice des Laboratoires,  
Institut Togolais de Recherche Agronomique

**SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA****Délégué**

Mr Nuggehally Ramaswamy  
Iyengar JAGANNATH  
Senior Programme Office,  
Swiss Cooperation Office in India

Mr Crispino LOBO  
Managing Trustee,  
Watershed Organization Trust (WOTR)

Mr Adrian MARTI  
Deputy Country Director,  
Swiss Cooperation Office India

Mr Niraj SUBRAT  
Vice President Marketing,  
International Development Enterprises IDEI

Mr K.R. VISHWANATHAN  
Teal Leader NRM, Swiss Cooperation Office India

**TRINIDAD AND TOBAGO - TRINITÉ-ET-TOBAGO - TRINIDAD Y TABAGO****Head of Delegation**

Mr Richard RAMSAWAK  
Industry Specialist, Ministry of Trade and Industry

**Delegate**

Mr Robert A. BEST  
Executive Director, Caribbean Poultry Association

**TUNISIA - TUNISIE - TÚNEZ****Délégué**

Mr Fekilo KHALED

**TURKEY - TURQUIE - TURQUÍA****Head of Delegation**

Mr Tanzer ERDEM  
Food Engineer, Ministry of Industry of Industry  
and Trade Directorate General for Industry

**SYRIAN ARAB REPUBLIC - RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE - REPÚBLICA ÁRABE SIRIA****Head of Delegation**

Mr Giath Hassan DYUOB  
Deputy Director of Food Technology Section,  
General Commission for Scientific Agricultural  
Research (GCSAR)

**Delegate**

Mr Ramadan ATRA  
General Manager, Homs Dairy Co.

**UGANDA - OUGANDA****Delegate**

Mr Robert SABIITI  
First Secretary/Agriculture Attaché, Uganda  
Embassy in Italy

Mr Deus MUHWEZI  
Assistant Commissioner Agribusiness, Ministry of  
Agriculture, Animal Industry and Fisheries

**UNITED REPUBLIC OF TANZANIA - RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE - REPÚBLICA UNIDA DE TANZANÍA****Delegate**

Ms Perpetua HINGI  
Embassy of Tanzania in Rome

## Liste des délégués et des observateurs

Ms Esther Benard MWAISANGO  
Principal Agricultural Field Officer with the Post  
Harvest Management Services Section, National  
food Security Division of the Ministry  
of Agriculture, Food Security and Cooperatives

Mr Fredrick ROMANI  
Economist, Ministry of Industry,  
Trade and Marketing

**URUGUAY****Jefe de Delegación**

Mr Alejandro MANOVSKY ESTOMBA  
Ingeniero Agrónomo-Asesor Técnico,  
Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca

**VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF) -  
VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU) -  
VENEZUELA (REPÚBLICA BOLIVARIANA DE)**

**Jefe de Delegación**

Mr Víctor TORREZ  
Coordinador de la Dirección General de  
Alimentos, Ministerio del Poder Popular  
para la Alimentación

**VIET NAM****Head of Delegation**

Mr Pham CONG BINH  
National Institute for Urban and Rural Planning,  
Ministry of Construction

**YEMEN - YÉMEN****Delegate**

Mr Ali Alhaithami ABDULLAH  
Secretary General, ACU, Permanent Mission of  
Yemen to the U.N. Agencies for  
Food and Agriculture.

Mr Abdulaziz AL-MOA'LAMI  
Head Marketing Dept., Econ. Corporation,  
Permanent Mission of Yemen to the U.N.  
Agencies for Food and Agriculture.

Dr Mohamed AL-MOSELLI  
Technical Director Post Harvesting Center,  
AREA, Permanent Mission of Yemen to the U.N.  
Agencies for Food and Agriculture.

Mr Jamal-Addeen AL-SALIMI AHMED  
General Manager project, Ministry of  
Agriculture and Irrigation

Dr Khalil AL-SHARJABI  
Director Tech. Transfer, AREA

Mr Farouk M. KASSEM  
Director General, Agriculture Marketing, MAI,  
Permanent Mission of Yemen to the U.N.  
Agencies for Food and Agriculture.

**ZAMBIA - ZAMBIE****Head of Delegation**

Mr Ronald MSONI  
Project coordinator, Ministry of Agriculture  
and cooperatives

**ZIMBABWE****Delegate**

Mr Samdamu BASILLO  
Chairman, Horticulture Promotion Council

Mr Tsungai BWERAZUWA  
Senior Agronomist,  
IDC Agrotech Industrial Holdings

Mr David GWARE  
General Manager,  
IDC Agrotech Industrial Holdings

Mr Collen KABUDURA  
Chief Agricultural Economist,  
Ministry of Agriculture

Mr Rockie MUTENHA  
General Manager, Outgrower,  
IDC Agrotech Industrial Holdings

Mr Dayford NHEMA  
Chief Economist, Ministry of Industry  
and International Trade

## Annexe C

# Résumé des discussions du Forum électronique

### CONTEXTE

Le forum électronique a été organisé en vue de préparer les discussions des tables rondes du Forum mondial pour l'agro-industrie. L'objectif de ce forum électronique était double :

- (i) diffuser les discussions des tables rondes auprès du public afin d'identifier les thèmes et les expériences à transmettre aux participants des tables rondes;
- (ii) mettre en avant les intérêts et priorités pour les Ateliers régionaux qui devront être organisés à l'issue du Forum mondial pour l'agro-industrie.

Pour orienter les participants, les divers sujets de discussion des tables rondes ont été regroupés par thème. Les documents de base (propositions) de chaque thématique ont été mis sur le site Internet du Forum mondial pour l'agro-industrie. Les participants ont été invités à commenter chacun des thèmes suivants.

Thèmes	Groupe 1: Organisation et services	Groupe 2: Développement et innovation	Groupe 3: Actions et environnement favorables
1	Comprendre les marchés: études de marché et intelligence commerciale	Répondre aux besoins des consommateurs: qualité, sécurité et préoccupations nouvelles	Améliorer la productivité: acquisition et utilisation des technologies
2	Renforcer les relations commerciales: développement des chaînes de valeur	Différencier les produits: marques et certification	Attirer les investissements: financement des agro-industries et autres entreprises agricoles
3	Organiser les petits exploitants: organisations et coopératives de producteurs	Rester compétitif: innovation, développement des produits et adaptation	Améliorer l'efficacité: la gestion des opérations agro-industrielles
4	Etablir des réseaux : pôles de compétitivité et parcs industriels	Mise en valeur des ressources humaines	Réduire les coûts: le développement des infrastructures

L'information sur le forum électronique a été diffusée de manière anticipée via les réseaux de professionnels et les sites Internet liés au sujet du Forum, ainsi que sur le site du Forum mondial pour l'agro-industrie. Le forum électronique a été diffusé à travers des courriers électroniques personnalisés et des invitations à participer. Tous les commentaires acceptés par le modérateur du forum électronique ont été placés sur le site dans leur intégralité.

Le forum électronique a débuté le 1er mars 2008 et a duré jusqu'au début du Forum mondial pour l'agro-industrie le 8 avril. Voici une synthèse des discussions.

### COMPRENDRE LES MARCHÉS: ÉTUDES DE MARCHÉS ET INTELLIGENCE COMMERCIALE

La demande en matière d'information des agriculteurs est différente des autres secteurs. La disponibilité de l'information est vue comme un élément important mais elle représente seulement une partie d'une série plus large d'information nécessaire pour mettre en relation producteurs et PME avec les marchés. Dans tous les cas, l'information collectée doit être adaptée, opportune et précise et les utilisateurs doivent posséder la formation

et les compétences pour l'utiliser efficacement. Fournir des informations sur le marché doit être considéré comme une partie intégrante d'un soutien plus global qui comprend les infrastructures commerciales, les routes et le renforcement des capacités. Le rôle du secteur public est de fournir de bonnes informations publique de base. Les opérateurs de services du secteur privé ont aussi un rôle important à jouer dans la collecte et la diffusion de l'information sur les marchés et sur la commercialisation auprès des parties prenantes tout au long de la chaîne de valeur de manière rentable.

### **RENFORCER LES RELATIONS COMMERCIALES: DÉVELOPPEMENT DES CHAÎNES DE VALEUR**

Un environnement favorable au niveau commercial constitue un pré requis nécessaire pour le développement de la chaîne de valeur. Les connexions peuvent se forger à partir des marchés, des agriculteurs et en mettant en place des structures de facilitation (ONG, projets des donateurs, collaboration secteur public-privé). Le choix de l'approche dépend largement de la nature du produit et de l'acheteur final, qui détermine la nature des relations économiques entre les différents acteurs. Dans toutes ces situations, la leçon à retenir est que tous les acteurs de la chaîne de valeur ne doivent pas occuper des fonctions pour lesquelles ils n'ont pas la compétence ni le temps. Il est possible de mettre en relation les agriculteurs avec le marché lorsque les acteurs tous au long de la chaîne utilisent leurs vraies compétences, et qu'il y a des efforts coordonnés pour concevoir des programmes et mettre en place des initiatives pour développer les marchés à partir des modèles dictés par le marché. Il faut aussi protéger les agriculteurs des risques de l'exploitation et les impliquer afin de lutter contre les problèmes de pauvreté.

### **ORGANISER LES PETITS EXPLOITANTS: ORGANISATIONS ET COOPÉRATIVES DE PRODUCTEURS**

Organiser les petits exploitants est vivement conseillé vu les bénéfices potentiels qu'ils peuvent tirer des économies d'échelle et de la réduction des coûts de transaction. Les coûts élevés pour organiser et coordonner les agriculteurs et créer des organisations apex viables et l'échec des coopératives et associations d'agriculteurs par le passé, ont été présentés comme des problèmes inquiétants. Les faiblesses dans la création d'organisations apex viables proviennent du manque de capacités et de compétences pour transformer les organisations paysannes en pourvoyeurs de services de soutien commercial durable. Le niveau de soutien en services requis par les petits exploitants comprend les services financiers, l'information sur les marchés, la commercialisation et le soutien technique dans le domaine de la production, la transformation, le développement de nouveaux produits et la gestion commerciale. Le besoin d'avoir un soutien au niveau de l'encadrement professionnel a été identifié comme crucial. Le gouvernement a la responsabilité de mettre en place des initiatives politiques qui apportent des solutions à ces faiblesses.

### **ÉTABLIR DES RÉSEAUX : PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ ET PARCS INDUSTRIELS**

Les participants ont fait remarquer le peu d'expérience du secteur agricole en matière de réseau. Les regroupements agricoles sont plus difficiles à réaliser que les réseaux industriels du fait de l'aspect spatial de la production agricole. La promotion des regroupements constitue un exemple de PPP où la difficulté d'initier et de soutenir des activités devrait être assumé par le secteur privé. L'expérience acquise dans le domaine des réseaux agro-industriels montre que le regroupement est le meilleur moyen de gérer et d'utiliser les infrastructures d'un site donné de même que d'aboutir à une certaine standardisation et qualité des produits. Les regroupements sont aussi un moyen de promouvoir l'intégration et la coordination de la chaîne de valeur.

### **RÉPONDRE AUX BESOINS DES CONSOMMATEURS: QUALITÉ, SÉCURITÉ ET PRÉOCCUPATIONS NOUVELLES**

Ces problèmes sont considérés comme des préoccupations majeures pour l'accès des agriculteurs au marché. La mise en place de systèmes de contrôle de la qualité, l'application des principes d'analyse des risques et des points de contrôle critiques tout au long de la chaîne et l'offre d'un soutien technique et financier aux PME et aux agriculteurs pour améliorer leurs pratiques agricoles et commerciales pourraient apporter des solutions face aux exigences de la demande en matière de sécurité et de qualité des aliments. Les règles du jeu semblent être déterminées par les revendeurs sur les marchés internationaux plus que par les consommateurs. Il est encore nécessaire de renforcer les capacités du secteur public pour répondre aux problèmes de demande des consommateurs et augmenter la sensibilisation sur les standards et les exigences.

### **DIFFÉRENCIER LES PRODUITS: STRATÉGIES DE MARQUES ET CERTIFICATION**

L'avantage d'adopter des protocoles de certification peut être contrebalancé par les inconvénients tels que le coût élevé de la certification, la courte durée des certificats et la réduction du marché ciblé par les produits certifiés. Le système d'assurance de la qualité devrait être davantage développé par le secteur privé afin d'assurer une qualité élevée des produits. Un certain scepticisme sur le rôle possible du secteur public à soutenir la différenciation des produits a été mis en avant. Dans certains pays, des programmes initiés par l'État ont été mis en œuvre avec succès en tant que composantes des stratégies nationales pour accroître la production et les chaînes de production pour satisfaire ces nouveaux défis du marché. L'autre rôle de l'État devrait être de créer un environnement favorable pour réorienter les activités agricoles des PME en même temps que pour fournir des infrastructures adaptées.

### **RESTER COMPÉTITIF: INNOVATION, ADAPTATION DES PRODUITS ET DÉVELOPPEMENT**

L'innovation a été caractérisée comme un élément du secteur privé qui requiert un développement créatif. On considère que les idées innovantes provenant du secteur public sont relativement stimulantes. L'établissement de centres d'excellence a été suggéré comme moyen possible pour répondre aux besoins des PME. Associer les parties prenantes est aussi primordial pour promouvoir l'innovation de nouveaux produits et processus.

### **MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES**

Le déséquilibre entre les besoins techniques et d'encadrement du secteur agro-industriel est attribué au manque de relations entre les programmes scientifiques universitaires, le monde agricole et l'industrie alimentaire. La nécessité de proposer des formations appropriées au contexte et de renforcer les capacités à tous les niveaux en commençant par les agriculteurs a été soulignée de même que le besoin de mettre en pratique les connaissances. La coopération Sud-Sud est un des modèles particulièrement adaptés pour le transfert des connaissances. Les questions de langage ont été signalées comme faisant partie des éléments primordiaux du transfert technologique.

### **AMÉLIORER LA PRODUCTIVITÉ: ACQUISITION ET UTILISATION DE TECHNOLOGIES**

Tous sont tombés d'accord pour reconnaître qu'améliorer les technologies constitue un pré requis pour améliorer la productivité, mais il faut accompagner le renforcement des capacités et les autres facteurs de changement si on veut que l'acquisition des technologies soit efficace. Il est important d'établir le rôle du secteur public face à l'introduction de nouvelles technologies. Les expériences passées ont montré que les évolutions technologiques se sont avant tout intéressées à la production et pas suffisamment à la valeur ajoutée et à la commercialisation.

### **ATTIRER LES INVESTISSEMENTS: FINANCEMENT DES AGRO-INDUSTRIES ET AUTRES ENTREPRISES AGRICOLES**

La création par le gouvernement d'un environnement favorable a été considérée comme la mesure la plus importante pour attirer les investissements. Le rôle du gouvernement comprend aussi la coordination et jusqu'à un certain point la régulation de l'environnement opérationnel afin d'assurer la coordination entre donateurs et investisseurs et la qualité. Il y a un manque de services financiers pour de nombreux opérateurs du secteur, en particulier les petits producteurs et exploitants, créant un manque de sécurité. C'est là que les formes non traditionnelles de financement et d'investissement doivent être considérées.

### **AMÉLIORER L'EFFICACITÉ: LA GESTION DES OPÉRATIONS AGRO-INDUSTRIELLES**

Il existe un manque relatif d'efficacité managériale dans le secteur de l'agro-industrie des pays en développement. Il faut donc améliorer les programmes de formation existants et offrir des diplômes attractifs dans le secteur tertiaire de l'industrie alimentaire pour résoudre ce problème. Les politiques publiques devraient soutenir les petites agro-entreprises en réduisant les charges administratives et en adoptant des réglementations et des licences plus appropriées.

### **RÉDUIRE LES COÛTS : DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES**

Les politiques publiques de nombreux pays en développement doivent promouvoir et apporter un soutien direct aux nouveaux modèles d'entreprises de développement des infrastructures du monde rural qui impliquent aussi la participation directe du secteur privé. Des subventions judicieuses pourraient servir à réduire les risques et les coûts de départ des investissements privés pour développer les infrastructures. Même s'il existe de très nombreux PPP qui ont développé des infrastructures avec succès, un certain scepticisme persiste sur le bien fondé global de ces accords organisationnels. Une des meilleures interventions est lorsque l'Etat utilise ses propres financements ou que les financements de donateurs aident les acteurs engagés dans le secteur privé à augmenter leur efficacité. Le rôle du secteur public, comme première impulsion pour développer les infrastructures de manière un peu moins classique, est d'assurer que les infrastructures sont bien en place. Alors, le secteur privé peut ensuite financer et développer le second type d'infrastructure.

## Annexe D

# Evènements parallèles organisés durant le Forum

Toute la matinée du mercredi 9 avril a été consacrée à des évènements parallèles qui se sont tenus au Centre national des sciences agricoles (NASC), avec la présentation d'études de cas sur les agro-industries indiennes, organisées par la Confédération des industries indiennes (CII), et de projets internationaux et les meilleures pratiques sur le développement des agro-industries, exposés par des délégués. Un espace de rencontres et d'échanges a aussi été mis à disposition par le NASC, où des publications et du matériel d'information étaient proposés aux participants.

Voici les programmes des deux principales composantes des activités parallèles:

### 1. L'INNOVATION AU SEIN DES AGRO-INDUSTRIES INDIENNES

#### Session inaugurale

- ▶ Accueil et discours d'ouverture sur la vision de la CII sur l'"agriculture" par Mr Dhruv Sahney, Président du Conseil national de la CII sur l'agriculture, Président et MD Triveni Engineering Ltd.
- ▶ Intervention de Mr Geoffrey Mrema, Directeur, Division des infrastructures rurales et des agro-industries, FAO, Rome.
- ▶ Remerciements par Mr Ajay Shriram, Président du Comité national CII sur les intrants agricoles, la vulgarisation et les services agricoles et Senior MD, DCSL.

#### Session technique I: Nouveaux modèles de regroupement et consolidation:

- ▶ Étude de cas 1: Transformer la vie des populations et les paysages du monde rural, présentée par Mr M. Srinivas Rao.
- ▶ Étude de cas 2: Innovation dans le secteur des agro-industries indiennes: étude de cas sur Maha Grapes, présentée par Ashok Gulati et Kavary Ganguly.
- ▶ Étude de cas 3: Mettre en relation les petits exploitants avec les marchés de l'agribusiness: le nouveau paradigme, présentée par Ravindra Pastor.

#### Session technique II: Modèles innovants en matière de partenariat public-privé:

- ▶ Étude de cas 4: Réduire les risques de partenariats entre petits exploitants et secteurs public et privé, présentée par Amir Ullah Khan.
- ▶ Étude de cas 5: Le PPP en agriculture – L'expérience PepsiCo, présentée par Vivek Bharti.
- ▶ Étude de cas 6: Agro-transformation de la production au bénéfice des zones rurales: l'expérience indienne, présentée par le Dr Nawab Ali.

### 2. CAS PRATIQUES AGRO-INDUSTRIELS: SÉLECTION DE CAS PRATIQUES INTERNATIONAUX ET DES MEILLEURES PRATIQUES EN TERMES DE DÉVELOPPEMENT AGRO-INDUSTRIEL

- Tropical Wholefoods, présenté par Adam Brett (Royaume-Uni). Tropical Wholefood est une société alimentaire de commerce équitable basée au Royaume-Uni qui travaille en Afrique et Asie en partenariat avec d'autres sociétés.
- Danisco Innovation Activities, présenté par Lisbeth Munksgaard (Danemark). Danisco est un producteur leader mondial d'ingrédients alimentaires bio.

- Choice Nuts Zambia, présenté par Bernhilda Kalinda (Zambie). Cette société est leader en matière de transformation et de commercialisation des arachides.
- Commerce et commerce agro-alimentaire du Crédit Agricole S.A., présenté par Anne Pacquet (France). Le Crédit agricole fait partie des membres des banques qui se sont implantées dans le secteur agricole et rural en France et il fournit aujourd'hui un très large éventail de services financiers dans de nombreux pays.
- Technoserve, présenté par Simon Winter (Etats-Unis). Technoserve est une des ONG les plus actives et les plus connues au niveau international en matière de soutien aux partenaires publics et entreprises et aux petits entrepreneurs pour trouver des "solutions commerciales à la pauvreté rurale".
- Rainforest Alliance, présenté par Ana Paula Tavares (Brésil). Rainforest Alliance est une organisation internationale de conservation qui collabore avec des organismes gouvernementaux, intergouvernementaux et le secteur privé pour promouvoir le développement de produits et services sur un mode durable et pour intégrer les pratiques durables au niveau des marchés internationaux.
- Le centre d'assistance technique d'agribusiness de Zambie, présenté par Likando Mukumbuta (Zambie). Le ZATAC intervient dans le secteur du développement des marchés et des relations entre les entrepreneurs et la commercialisation pour les petits exploitants, en particulier pour les denrées agricoles à forte valeur ajoutée.
- Green Lane, présenté par Nune Sarukhanyan (Arménie). L'ONG arménienne Green Lane Agricultural Assistance soutient les coopératives laitières et les centres de formation d'agriculture organique.
- LAFISE, présenté par Enrique Zamora (Nicaragua). Le groupe LAFISE est une entreprise d'Amérique centrale qui travaille dans le secteur de l'agri business et de la finance. Ce groupe fournit des prêts aux petits exploitants et leur permet de réaliser des partenariats avec des organismes publics et privés qui peuvent leur apporter à leur tour un soutien technique, des formations et un appui de type institutionnel.
- Africert, présenté par Ruth Nyagah (Kenya). Africert Ltd., une des premières sociétés africaines de certification, réalise des inspections, vérifications et certifications de clients.
- Juboken et Coco Technologies Corporation – Cocotech, présenté par Justino Arboleda (Philippines). Juboken et Cocotech fabriquent des filets en géotextile et fibres à partir des déchets de fibre de noix de coco.

De nombreuses personnes ont participé à cette rencontre qui a aussi été très appréciée des participants. De plus amples informations, y compris les présentations des participants, sont disponibles sur le site Internet du Forum mondial ([www.gaif08.org](http://www.gaif08.org)).

## Annexe E

# Equipe organisatrice du GAIIF

### FAO

#### Coordination générale

Geoffrey C. Mrema  
Doyle Baker  
Gavin Wall

#### Comités d'organisation du programme

Roberto Cuevas-Garcia  
Carlos da Silva  
Stephanie Gallat  
François Mazaud  
Calvin Miller  
Rosa Rolle  
Edward Seidler  
Florence Tartanac

#### Rapport

Jo Cadilhon  
Larissa D'Aquilio  
Katherine Long  
Stjepan Tanic

#### Appui technique

Eva Galvez-Nogales  
David Kahan  
Danilo Mejia  
Divine Njie  
Ake Olofsson  
Maria Pagura  
Alexandra Rottger  
Pilar Santacoloma  
Andrew Shepherd

#### Secrétariat de la Conférence

Anne-Gael Chapuis  
Teresa Danieli  
Chiara Giusto  
Valentina Savioli

#### Equipe d'appui à la gestion

Claudia Bastar  
Francesca Cabre-Aguilar  
Ann Drummond  
Maria Cristina Esuperanzi  
Gopi Gosh  
Meena Kapoor  
Rekha Kochhar

Evelyne Kestenbaum  
Donna Kilcawley  
Maaike Loogman  
Rosemary Petrucci  
Angela Scappaticci  
Dominique Veck-Rosignoli  
Vittoria Zaffarano

#### Consultants

Brian Barclay  
Ayurzana Puntsagdavaa

### ONUFI

#### Coordination générale

Sergio Miranda da Cruz

#### Comités d'organisation du programme

Chakib Jenane  
Karl Schebesta  
Stefano Giovannelli

#### Appui technique

Michele Clara  
Dejene Tezera  
Patrick Kormawa  
Sean Paterson

#### Secrétariat de la Conférence

Elisabeth Jaktlisch

#### Aide à la gestion

Gerda Garcia  
Michelle Lee

#### Consultants

Mahendra Shah

### FIDA

#### Coordination générale

René Frechet

#### Appui technique

Laura Sollazzo  
Thomas Elhaut  
Mattia Pryer-Galletti

### GOVERNEMENT DE L'INDE

#### Coordination générale

Dr A.K. Upadhyay

#### Comités d'organisation du programme

Dr Nawab Ali  
Dr S. Ayyappan  
Dr Pitam Chandra  
Dr B.N. Rao  
Dr Sanjay Gupta  
Dr R.K. Jain

Rapport du

# FORUM **MONDIAL** POUR L'AGRO-INDUSTRIE

New Delhi (Inde), 8-11 avril 2008

**AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ ET L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT**



ISBN 978-92-5-206072-7



9 789252 060727